

# La lettre du **Chemin des Dames**

Revue éditée par le Département de l'Aisne / Printemps 2011

21



*Justin Godart (manteau et chapeau), sous-secrétaire d'Etat au service de Santé militaire en visite sur le front, le 12 février 1917 (Herbeville, Somme, 3<sup>e</sup> armée). Coll. François Bilange.*

## Recherche **1917 : un sous-secrétaire d'Etat face au désastre sanitaire**

Photographies

### **Dans Craonne fortifié**



*Aménagement d'une tranchée profonde ("Wenigergraben" sur la pancarte à l'arrière-plan).*

*Au dos de la photo : à gauche des hommes, entrée d'un abri.*

*© Olivier Maigrat.*

Evénement

### **Le 16 avril**



*Au sommet de la montagne.  
F.-X. Dessirier - CG02.*

Journée d’hommage sur le Chemin des Dames à tous les morts, blessés et disparus de la Grande Guerre, sans distinction de pays. Programme.

Le 16 avril 1917, il leur faut passer ce plateau, élevé à près de 200 m d’altitude, arc-bouté à la falaise qui, en 1888, inspirait ce propos à l’instituteur Tranchart<sup>1</sup>: « *Le voyageur qui se placerait au point culminant qui domine le bourg de Craonne aurait à ses pieds Craonne, dont les coteaux (...) ont vu les débuts de la lutte qui, d’après Napoléon, devait amener les Français plus près de Vienne que de Paris* ». Dans le même texte mais revenant strictement à son propos de géographie physique, Tranchart décrivait : « *Entre les ville de Laon et de Soissons, est situé l’immense plateau, qui coupe le département dans presque toute sa largeur et qui sert de ligne de partage entre les bassins de l’Aisne et de l’Oise. Ce plateau a l’une de ses extrémités au-dessus du bourg de Craonne* ».

Il leur faut franchir cette montagne appelée ici de Craonne, là d’Hurtebise ou d’ailleurs, suivant le village où l’on se trouve, qui déploie ses saillants dans la plaine comme une main étend ses doigts sur la table. Une montagne ! Le Chemin des Dames est une « *évidence topographique* » comme l’a écrit Philippe Oliveira<sup>2</sup>. Un théâtre de guerre qui apparaît dans le lointain et s’impose au soldat comme un paysage, avant même l’éventualité pour lui d’y être physiquement confronté. Dans son carnet, le téléphoniste Marc Delfaud<sup>3</sup> fait état de ce spectacle de la guerre visible à 25 kilomètres de distance : « *Une crête labourée par les obus barre l’horizon : le front de Vauxaillon et de Laf-*

1. A. Tranchart, monographie communale de Craonne, 18 avril 1888, Archives départementales de l’Aisne.  
2. Philippe Oliveira, « La bataille introuvable », *Le Chemin des Dames. De l’événement à la mémoire*, coll. (dir. Nicolas Offensadt), Stock, Paris, 2004, p. 36.  
3. Marc Delfaud, *Carnets de guerre d’un hussard noir de la République*, (dir. André Bach), Italiques, Paris, 2009, p. 521.

Franchir la montagne

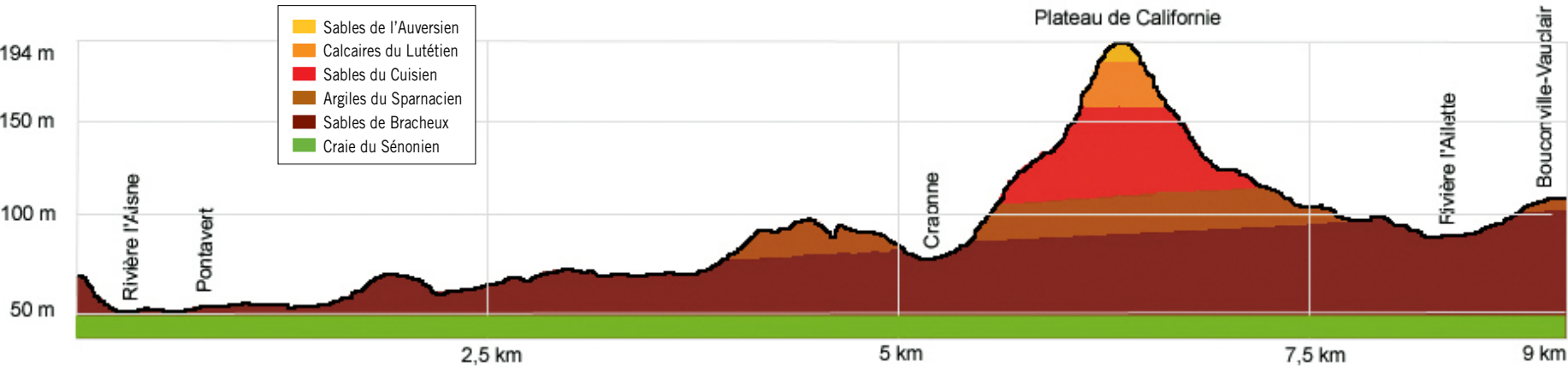
faux. Sur tout ce front jaillissent du sol des protubérances noires, comme des bouffées qui se développent, montant lentement au ciel et s’étalant en éventails ou en panaches monstrueux. On ne voit que le très gros cablibre en raison de la distance (...) un voile noir s’élève sur les sommets (...) Pas un son ne parvient ». La description que donne Delfaud, qui date du 26 juin 1917, est probablement colorée par le retentissement qu’a eu l’échec de l’offensive d’avril-mai 1917, on peut cependant en retenir cette réalité physique : la crête, l’« *évidence topographique* ». La montagne, les Allemands la fortifient dès les premiers mois de la guerre de position : « *Déjà mi-mai [1915] débutait le travail pour sceller dans du béton les pièces d’artillerie, les munitions et abris pour les hommes (...) Les coffrages en béton de pièces d’artillerie faisaient complètement leurs preuves (...) La deuxième batterie recevait chaque jour environ 200 coups d’artillerie de calibre lourd et le béton résistait à des coups ajustés* »<sup>4</sup>. Ils y aménagent des sapes, des tunnels. Se

pliant aux contraintes géologiques, ils creusent - à une altitude variant entre 160 et 185 mètres - dans l’épaisse couche de roche calcaire entre les Sables du Cuisien, en-dessous et les Sables de l’Auversien, au-dessus. De cette montagne fermant la marche des Français, ils ont fait également un formidable observatoire. Depuis les hauteurs du Chemin des Dames, ils embrassent du regard la vallée de l’Aisne et la plaine de Reims. Cette position rend ostensibles les préparatifs français avant le 16 avril. A telle enseigne que la disparition d’un homme en avant des lignes, qui concourt à renseigner les Allemands sur l’attaque, apparaît en définitive comme peu significative, selon André Loez<sup>5</sup>.

Le 16 avril 1917, puis les nombreux jours suivants à tenter de franchir cette montagne ! Si avant la bataille, la reconquête du territoire formait l’horizon imaginé des combattants, la montagne, elle, était bien leur horizon réel. Elle le demeurerait longtemps encore.

D.B.

4. Extrait de l’historique du 14<sup>e</sup> régiment d’artillerie de campagne allemand, *Lettre du Chemin des Dames* n°19, 2010.  
5. André Loez, « La bataille avant la bataille », *Le Chemin des Dames. De l’événement à la mémoire*, Op. Cit., p. 184.



Les manifestations de la journée du 16 avril

Marche du matin

La journée débute à l’heure où des dizaines de milliers d’hommes furent jetés dans la bataille, le 16 avril 1917. Le rendez-vous du départ est fixé à 5 h 15 devant la mairie de Craonne pour une marche d’une durée totale de 3 h 30 environ, comprenant les haltes avec commentaires historiques par Noël Genteur. Les randonneurs empruntent l’un des multiples chemins que devaient suivre les soldats lancés à l’assaut du plateau. Première halte à 6 heures. Quelques détonations dans le silence de l’aube sur le Chemin des Dames rappellent l’heure H.

RDV : 5 h 15, mairie de Craonne - 7,5 km.

Marche du soir et veillée

En soirée, une marche plus courte et facile que celle du matin permet de rejoindre le cimetière militaire de Craonnelle et de voir apparaître, au détour d’un talus, l’illumination de ses 2 000 stèles. Au loin, tandis que quelques feux rougeoient sur la crête du Chemin des Dames, l’écho de percussions se rapproche ; hommage aux tirailleurs sénégalais. La journée du 16 avril s’achève au cimetière militaire de Craonnelle qui s’étend sur la colline en montant vers le Chemin des Dames. La nécropole est mise en lumière au moyen de 2 000 bougies réparties au pied de chacune des stèles. Les percussions sont maintenant très proches.

Elles font entendre une veille sonore en souvenir des soldats de toutes les origines, tués, disparus, blessés dans les combats de la Grande Guerre. Après les chants basques en 2008, les sonneurs bretons en 2009, les chants corses en 2010, un hommage particulier est ainsi rendu aux hommes venus d’Afrique se battre en France.

RDV : 21 heures, mairie de Craonne. Marche et veillée : 2 heures.



Feux de Bengale au Chemin des Dames, le 16 avril 2010. © F.-X. Dessirier/ CG02.

“Le Chemin des Dames” : théâtre

Pièce de théâtre écrite par Bruno Jarrosson, mise en scène par Guy Uzan et Yves Carlevaris, montée par la compagnie Les Théâtr’ailes. Avec : Philippe Pierrard (le Président de la République Raymond Poincaré), Jean-Pierre Billaud (le président du Conseil Alexandre Ribot), Jean-François Chatillon (le ministre de la Guerre Paul Painlevé), Jean Reynès (le général en chef Robert Nivelle), Donatien Guillot (le général d’armée Philippe Pétain) et Yves Carlevaris (le général d’armée Joseph Micheler). Le président de la République Poincaré, le président du Conseil Ribot, son ministre de la Guerre Painlevé et les généraux Nivelle, Pétain et Micheler, des responsables politiques et des chefs militaires dans un huis-clos tendu et lourd d’enjeux autour de ces questions : faut-il mettre en œuvre la grande offensive de rupture conçue par le général en chef Robert Nivelle ? Et si le plan Nivelle est loin de convaincre tout le monde, est-il encore possible, à ce stade, d’annuler l’opération ? Une représentation de cette ultime réunion demeurée sans compte-rendu officiel qui voit hommes, points de vue et ambitions s’affronter. La scène se passe le 6 avril 1917 dans un wagon en gare de Compiègne, elle dure deux heures et scelle le sort de milliers d’hommes.

« La stratégie qui échoue le 16 avril était discutée : ses adeptes convaincus ne réussissaient plus à convaincre unanimement. Dans le haut commandement, Pétain était le plus critique, mais d’autres éprouvaient des doutes ; le ministre de la Guerre, le Président de la République hésitaient au point de réunir le 6 avril les grands chefs et de leur demander leur avis, en présence de Nivelle qui dut mettre sa démission dans la balance. On était trop engagé pour reculer, mais, en espérant se tromper, on anticipait ce qui devait arriver. Alors que les soldats montaient en lignes pleins d’espoir, assurés de la victoire en voyant des milliers d’obus prêts à être tirés. Une illusion vite dissipée, et l’on sait à quel coût... » [Antoine PROST - Lettre du Chemin des Dames – novembre 2004 – N°5].

RDV : église de Craonne, 17 heures. Durée : 1 h 30. Gratuit dans la limite des places disponibles.



# Chemins de civils en guerre

« Chemins de civils en guerre », à la Caverne du Dragon, musée du Chemin des Dames, est une exposition du cycle « la Grande Guerre par 4 chemins », organisé en partenariat avec l'In Flanders Fields Museum (Ypres, Belgique), l'Historial de la Grande Guerre (Péronne, Somme), le musée de Flandre (Cassel, Nord) avec le soutien de l'Union européenne.



Réfugiés à Essey, 5 km derrière les lignes, libérés par la prise américaine du saillant de Saint-Mihiel. Cote 15.296, c. Chusseau-Flaviens, coll. BDIC-MHC. Droits réservés.

A la fin de l'été 1914, alors que les frontières nationales s'effacent et que s'installe le front, en Belgique et en France, de très nombreux civils fuyant les combats sont précipités sur les routes. Cet exode inaugure quatre années aux cours desquelles les déplacements contraints, les exils vers des destinations souvent lointaines ou parfois très proches, toujours en complète rupture avec les lieux de vie du temps de paix, vont affecter près de 12 millions d'individus en Europe, devenus des « réfugiés ».

Les déplacés ont des visages multiples : réfugié abandonnant sa maison à l'approche de la bataille, civil évacué par l'autorité militaire, rapatrié en France non occupée, travailleur forcé, interné, déporté, civil contraint dans ses déplacements en zone occupée... mais une expérience commune de départs synonymes de souffrances : solitude, perte de repères, absence de nouvelles des proches, méfiance des habitants du lieu d'accueil, conditions de vie et de travail souvent dures et exil durable. En 1918, en France, ce sont encore 2 millions de réfu-

giés... autant d'aspects que la Caverne du Dragon, Musée du Chemin des Dames explore à travers de nombreux documents, images et objets provenant des territoires du front de l'Ouest, mis en perspective et scénographiés dans le bâtiment d'accueil du musée. Des témoignages de civils complètent l'exposition et rendent compte de ce que fut cette période de "grand remue-ment" (P. Nivet). Suivre ces chemins de civils en guerre sur le front ouest nous invite à redécouvrir combien la Première Guerre mondiale a bouleversé les horizons des populations européennes. Pour ces hommes et ces femmes sans arme, la guerre s'est jouée ainsi derrière le front, sur des chemins incertains...

**A partir du 16 avril 2011, exposition en accès libre à la Caverne du Dragon, Musée du Chemin des Dames aux jours et horaires d'ouverture de l'établissement.**

**Rens. +33 (0)3 23 25 14 18**  
**[www.caverne-du-dragon.fr](http://www.caverne-du-dragon.fr)**

*La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine - Musée d'histoire contemporaine (BDIC-MHC), soutient l'exposition. Que sa directrice et tout le personnel en soient ici remerciés.*



Civils évacués.  
Lieu inconnu.  
Cote 15722.  
coll. BDIC-MHC. Droits réservés.



Carte postale allemande légendée « Villers. Avril 1917. Population s'enfuyant. »  
Cote 3445740, coll. BDIC-MHC. Droits réservés.

Jeanne de Renty est l'épouse d'un cadre supérieur des chemins de fer. Âgée de 43 ans, elle a 4 enfants. En 1914, les Allemands évacuent Craonne et elle se retrouve à Mauregny-en-Haye. Elle est rapatriée en 1915, c'est à dire envoyée en France non occupée via la Suisse. Extraits d'une lettre envoyée à sa cousine.

**Vichy le 20 avril 1915** - "Dès le mois de mars, nous avons eu le grand espoir d'être rapatriés, quelques familles de Craonne restées à Berrieux étaient déjà parties et les Allemands firent préparer très minutieusement la liste de ceux qui devaient partir, tous les évacués étant expédiés d'autorité. [...] Jour inoubliable de l'ascension, on me fait demander immédiatement à la Kommandantur, je m'y rends sans hâte et juge de ma surprise en m'entendant enjoindre l'ordre d'avoir à regagner la Suisse et la France..."

Grande angoisse cependant, je sais qu'on fait faire à tous les rapatriés une quarantaine, soit en pays occupé, soit en forteresse en Allemagne. En ce cas, il me faut absolument une bonne pour notre cuisine et surtout rester auprès des enfants si je suis arrêtée ou si je viens à mourir. [...] Enfin la question de mon départ reste en suspension pendant trois jours qui me paraissent une éternité. Le samedi 15 mai je sais enfin qu'on me permet d'emmener une bonne et que je dois rejoindre le convoi qui doit partir de la gare de Laon le lendemain. Le commandant me fera conduire avec mes enfants et mes bagages, combien légers, en voiture jusqu'à la gare de Laon. Les préparatifs ne sont pas longs et la matinée du lendemain se passe en adieux touchants de la part de tous

mes pauvres Craonnais. [...] Anne-Marie [...] m'a accompagnée à la gare et a assisté à la scène comique du fouillage de nos bagages par les officiers boches, de nos personnes par des cholestas de la Croix Rouge qui nous firent déshabiller dans une salle spéciale et fouillèrent consciencieusement tous nos vêtements. C'était un moment critique car si on avait trouvé le moindre écrit caché sur nous nous étions arrêtés et emprisonnés pour combien de temps !... Je le savais et cependant j'avais caché dans ma chevelure la liste des 54 adresses des blessés faits prisonniers chez moi auxquels j'avais promis d'écrire à leurs familles dès ma libération. Dieu me protègea encore. Il me permit que je ne me trouble nullement et que la cholestas ne pense pas à fouiller ma chevelure. [...] Notre retour s'est effectué sans incident notable, montée dans le train dimanche à 7 heures du soir, le convoi fut refoulé pendant la nuit dans les voies de garage et nous quittâmes Laon le 17 mai à 4 heures du matin pour arriver à Schaffhouse le mardi à 4 heures du soir, bien heureux d'avoir vu descendre à la frontière allemande tous les casques à pointe qui nous conduisaient et les services de la Croix Rouge qui nous accompagnaient. Dès ma libération, je télégraphiais à Théo pour le prévenir de notre retour et lui demander de venir nous chercher à Annemasse frontière française où il arriva le 20 mai et nous nous retrouvâmes après dix mois de séparation [...]"

Témoignage publié par l'Association Sauvegarde et Mémoire de Montaigu, en 1998, avec l'aurorisation de la famille de Mme de Renty.

## Aux portes du chaos : l'arrière-front en Flandre

**Musée départemental de Flandre, Cassel, Nord**

Le Musée départemental de Flandre vous fera découvrir à partir de mai l'arrière du front, où se joue une partie de la guerre : les armées s'organisent pour permettre l'approvisionnement en hommes, en munitions, en vivres, de la zone de combat. La mise en place de voies et de moyens de communication, la création de postes de secours, de camps de cantonnements et d'entraînements, de prisons, génèrent une activité exceptionnelle. Cette zone géographique si proche du conflit reste un espace de paix précaire, où le monde militaire cohabite avec les populations civiles demeurées sur place. C'est aussi le lieu où les soldats se reposent, reprennent des forces avant de replonger dans l'enfer des combats.

**Exposition du 6 mai au 28 août 2011.**

## Missing of the Somme. Le tourisme de mémoire

**Historial de la Grande Guerre, Péronne, Somme, Picardie**

L'Historial abordera en 2012 le thème des déplacements liés à l'émergence du tourisme de mémoire. 73 000 soldats sont portés disparus lors de la bataille de la Somme en 1916. Le mémorial de Thiepval a été construit après guerre pour ces « Missing of the Somme ». Depuis, plusieurs milliers de Britanniques se rendent chaque année en pèlerinage pour honorer ces soldats. L'exposition présentera l'histoire individuelle de ces Missing et se penchera sur l'importance et la spécificité de la mémoire britannique de la Grande Guerre.

**Exposition du 19 avril au 25 novembre 2012.**



Le Mémorial virtuel du Chemin des Dames contient désormais 60 000 noms de soldats français, allemands et britanniques tués au Chemin des Dames, parmi lesquels ceux de près de 2 000 combattants recrutés dans l’Aisne.



**Parmi les 1 177** - Natif de Montcornet au Nord-Est de l’Aisne, Louis Marcel Bailly (**photo**), caporal au 76<sup>e</sup> RI, est mort le 25 novembre 1917 des suites de blessures reçues lors d’une contre-attaque allemande, le 21 du même mois à Juvigny. Aîné et seul garçon d’une fratrie de six, il exerçait le métier de domestique. Dans un premier temps affecté au 132<sup>e</sup> RI, où il s’illustre une nuit d’octobre 1915 à Souain (Marne), il termine l’année suivante au 76<sup>e</sup> RI. Grièvement blessé le 21 novembre 1917 par éclats d’obus, il succombe 4 jours plus tard à l’ambulance 1/96 à Guyencourt. Il repose au cimetière communal de Montcornet, dans le caveau familial.

# Axonais morts au Chemin des Dames

Les noms de 1 177 combattants axonais<sup>1</sup> tombés au Chemin des Dames, entre 1914 et 1918, figurent désormais dans la base de données du Mémorial virtuel du Chemin des Dames. Cet état<sup>2</sup> a été obtenu à partir de trois sources. La principale est constituée des informations provenant des fiches biographiques conservées par le ministère de la Défense, numérisées et mises à disposition du public sur le site Internet Mémoire des hommes<sup>3</sup>. Les deuxième et troisième, de moindre importance, sont les registres des cimetières militaires et les contributions d’internautes, notamment pour les soldats dont la dépouille repose dans un cimetière civil. La base de données du ministère de la Défense recense un total 15 971 Axonais morts pour la France sur les différents théâtres d’affrontement de la Grande Guerre ; si on rapporte à ce total le chiffre de 1 177, et que l’on exprime le résultat de ce rapport en pourcentage, on obtient la proportion suivante : 7,4% des Axonais tués au front l’ont été dans le secteur du Chemin des Dames. A titre de comparaison, pour les départements du Finistère et du Morbihan<sup>4</sup>, les ratios sont

**Extrait du JMO du 276<sup>e</sup> RI, journée du 10 mars 1916** - « En résumé, les Allemands ont anéanti nos premières lignes par un bombardement des plus violents. Derrière leur nappe gazeuse, des grenadiers abondamment pourvus, se sont avancés pour nettoyer tranchées et boyaux, incendier les magasins et ainsi de suite. Derrière ces grenadiers, des mitrailleurs suivaient pour assurer l’occupation du terrain conquis, l’infanterie venait derrière. »

respectivement de 7,6 et 5,4 ; de 3,7 pour les Côtes d’Armor et de 4 pour l’Ille-et-Vilaine. Près de 77% de ces combattants axonais tués au Chemin des Dames sont « sans sépulture connue » ; 50 sont inhumés au cimetière militaire de Pontavert, 36 à celui de Berry-au-Bac, 35 à Soupir et 20 au cimetière militaire de Cerny-en-Laonnois. Sans surprise, la mortalité est la plus élevée lors des premières batailles du Chemin des Dames, de septembre à novembre 1914. On dénombre 401 tués pour ces trois mois, dont 103 pour la seule journée du 30 octobre 1914, date de la reprise de Vailly-sur-Aisne par les Allemands. L’autre période particulièrement meurtrière se situe en avril et mai 1917. Elle correspond aux deux phases de l’offensive Nivelle. Lors des journées des 16, 17, 18 avril et 5, 6 mai 1917, 236 axonais ont été tués. Les régiments les plus affectés par ces pertes au Chemin des Dames ont été les 267<sup>e</sup>

régiment d’infanterie de Soissons avec 203 tués et 287<sup>e</sup> et 87<sup>e</sup> régiments d’infanterie de Saint-Quentin avec respectivement 138 et 51 morts. (« Les régiments axonais et leur ville de garnison en 1914 » sur [www.memorial-chemindesdames.fr](http://www.memorial-chemindesdames.fr)). Sur ces 1 177 Axonais, plus de 80% ont été recrutés dans l’une des villes du département ; 197 à Laon, 406 à Saint-Quentin et 390 à Soissons. Les 20% restants l’ont été dans un autre département. Les fiches matricules des 197 recrues de Laon, conservées aux Archives départementales ([www.archives.aisne.fr](http://www.archives.aisne.fr)), ont permis d’enrichir la présentation de ces combattants sur le Mémorial virtuel en y ajoutant le « détail des services et mutations diverses », les blessures et décorations reçues, l’état civil. Parmi ces combattants, on compte près de 25 % de manouvriers ou ouvriers agricoles. Au total, en réalité, près de 50% de ces soldats travaillent dans le secteur agricole, puisqu’il faut ajouter à la catégorie des manouvriers ceux qui sont enregistrés comme domestiques de ferme, de labour et de culture et une vingtaine d’hommes qui ont le statut de cultivateur. On relève également quelques métiers aujourd’hui disparus tels que le haleur de bateaux, le bouvier, le briquetier, le charron, le cocher et l’étameur.

Caroline CHOAIN  
et Karine DE BACKER

[www.memorial-chemindesdames.fr](http://www.memorial-chemindesdames.fr)

Photo aimablement prêtée  
par Jacques Degourmay

**Deux frères** - Natifs de Vendières à l’extrême sud du département de l’Aisne, Jules et Eugène Colas, tous deux soldats au 276<sup>e</sup> régiment d’infanterie, sont morts le même jour : le vendredi 10 mars 1916 à la-Ville-aux-Bois, lors d’une attaque allemande, qui provoque des pertes côté français évaluées à 886 pour les journées des 10 et 11 mars. Jules, 4<sup>e</sup> enfant de la fratrie, était ouvrier agricole et marié à Alphonsine Cousin. Eugène, le 7<sup>e</sup> enfant et avant-dernier exerçait la profession de charretier. Les deux frères habitaient tous deux à Citry, en Seine-et-Marne. Leur lieu de sépulture est inconnu. Il est possible qu’ils reposent dans une nécropole nationale en tant que soldats “inconnus”, que les corps aient été rendus à la famille dans les années 1920 ou qu’ils n’aient pas été retrouvés.

# Le désastre sanitaire du Chemin des Dames, première affaire sanitaire systémique

Sous-secrétaire d’Etat au service de Santé militaire depuis juillet 1915, le radical-socialiste lyonnais Justin Godart est responsable du service de Santé militaire au moment de l’offensive du Chemin des Dames. Le “désastre sanitaire” le place au cœur d’un règlement de compte entre le pouvoir civil et le haut commandement dont il aurait sans doute fait injustement les frais, s’il ne s’était défendu devant ses collègues parlementaires en s’appuyant sur des faits et des documents incontestables.

Cet épisode est à l’origine d’une réforme décisive – mais tardive – du service de Santé militaire.

L’affaire sanitaire du Chemin des Dames s’est cristallisée dans l’ombre de la polémique engendrée par l’échec de l’offensive Nivelle. Elle n’aurait sans doute pas suscité autant de remous, si l’un des éléments clefs du dispositif d’évacuation et d’hospitalisation, l’hôpital d’opération et d’hospitalisation (HOE) de Prouilly n’avait pas été submergé pendant plusieurs jours par des flots de blessés. Il importe donc de revenir sur le fonctionnement général du dispositif sanitaire mis en place entre Soissons et Reims, en distinguant les zones avant et arrière des armées, avant d’examiner plus particulièrement le cas “Prouilly”. Du 16 au 20 avril, le nombre des blessés à l’avant s’établit à 13 997 pour la VI<sup>e</sup> armée et à 26



Poste de secours au Chemin des Dames. Archives départementales de l’Aisne.

145 pour la V<sup>e</sup> (dont 11 195, le 16 avril), soit un total de 40 142 blessés ; c’est donc la V<sup>e</sup> armée qui verse le plus lourd tribut. Les blessés affluent, dès le début de la bataille, vers l’arrière, sans qu’on puisse les canaliser ou ordonner leur repli. Selon un rapport de l’état-major, publié en 1937, « le groupement d’ambulances [du 2<sup>e</sup> corps colonial de la V<sup>e</sup> armée] est, dès le début, submergé par un afflux considérable de blessés (2 411 le premier jour), alors que les camions promis par l’armée étaient absents. Le corps d’armée comptera 4 701 blessés en quatre jours, beaucoup de blessés pouvant marcher ont échappé à ce contrôle »<sup>1</sup>. Le VII<sup>e</sup> corps d’armée est, lui aussi, confronté à de tels débordements. Tous les témoignages soulignent de surcroît l’insuffisance du triage et des barrages destinés à endiguer les flux des petits blessés. Seul le 1<sup>er</sup> corps colonial y fait exception, mais parce que ses soldats noirs, victimes de gelure (1 215 cas) dès le 15 avril, sont contenus dans un village sani-

taire improvisé à Ambleny pour « préserver les ambulances et l’HOE de l’invasion de ces victimes du froid ». Au 1<sup>er</sup> corps d’armée, l’« invasion » tant redoutée des petits blessés se produit, « parce que, ce jour-là, il n’y avait pas de ravitaillement et par conséquent pas de gros camions retournant à vide » pour les évacuer.

## Un procès à charge

Enfin, qu’il s’agisse du 3<sup>e</sup>, du 5<sup>e</sup> ou du 32<sup>e</sup> corps d’armée, les groupements d’ambulances sont totalement encombrés par les blessés intransportables hospitalisés et ne peuvent s’occuper des blessés légers qui, en l’absence d’encadrement, se dispersent à leur gré. Si l’on examine maintenant le fonctionnement du service de Santé à l’arrière, que certains députés ont pu observer de leurs propres yeux, des débordements ont certes lieu au niveau des HOE, mais leur ampleur est très variable, d’une armée à l’autre, d’un jour à l’autre et, surtout, d’un hôpital à l’autre. C’est à l’évidence la VI<sup>e</sup> armée qui connaît le sort le plus favorable : les HOE de Mont-Notre-Dame, ■ ■ ■

1. Les armées françaises pendant la Grande Guerre, rap. cit.



■ ■ ■ de Saint-Gilles parviennent, sans difficulté majeure, à prendre en charge 600 à 800 blessés par jour. Mais Courlandon, qui reçoit en moyenne 1 200 blessés par jour avec un pic de 2 400 blessés le deuxième jour, est sérieusement malmené pendant quelques heures. Là, « *les services chirurgicaux ne purent fonctionner par suite du désordre qui régna à l'arrière et à la faveur duquel les petits blessés pris de panique envahirent les baraques d'hospitalisation au détriment des grands blessés qui restèrent des journées entières exposés aux intempéries* »<sup>2</sup>. La situation se révèle bien pire à la V<sup>e</sup> armée, qui totalise deux fois plus de blessés: 26 000 contre 13 000 pour la VI<sup>e</sup>.

Si l'HOE de Bouleuse parvient, à compter du deuxième jour, à étaler ses opérations, celui de Montigny connaît, les 16 et 17 avril, un afflux de blessés légers « *pénétrant de tous les côtés à la fois, de jour et de nuit par tous les moyens ; envahissant les locaux, prenant d'assaut les trains stationnés sur la voie d'embarquement* »<sup>3</sup>. Certains sont partis sans avoir été inscrits, sans même avoir été vus par un médecin de l'HOE »<sup>4</sup>; si bien qu'il faut faire intervenir deux compagnies de ter-

ritoriaux et cinq gendarmes pour y ramener l'ordre. Partout, le déferlement des blessés met en lumière l'inachèvement des HOE : les baraques sont certes édifiées, mais leur aménagement intérieur, compte tenu des retards apportés aux livraisons de matériels, est très inégal, d'un HOE à l'autre, mais aussi dans l'enceinte même de chaque hôpital. Mais c'est à Prouilly, initialement prévu pour deux corps d'armée, que la situation prend un tour dramatique : sur les 26 000 blessés reçus par les trois HOE de la V<sup>e</sup> armée, 10 000 arrivent dans cet hôpital. Le médecin-chef de Prouilly est simplement avisé, le 16 avril, qu'il recevra, à partir de minuit, les évacuations des deux autres corps d'armée (et de la brigade russe), autrement dit de toute la V<sup>e</sup> armée ! C'est ainsi que 3 357 blessés viennent s'ajouter, le deuxième jour, aux 2 585 reçus la veille, formant un total de 5 700 blessés, pour 1 304 places disponibles sur un total de 1 860 lits (720 lits d'hospitalisation dans 16 baraques, 540 places pour blessés à évacuer couchés dans 12 baraques et 600 places de blessés à évacuer assis dans 20 baraques). D'où la nécessité de libérer les six baraques occupées par le Génie – qui n'a pas terminé à temps les travaux –, puis les 10 baraques dévolues au personnel infirmier. Averti, le médecin-chef de la V<sup>e</sup> armée, Béchard, expédie en toute hâte au médecin-chef de l'HOE, Chaudoye, « *une compagnie de territoriaux (pour ramener*

*l'ordre), plusieurs milliers de fournitures de couchage auxiliaire, 200 quintaux de paille, des paillassons, enfin 100 tentes anglaises* »<sup>5</sup>. Que faire devant pareil afflux ? La seule solution possible, outre le renforcement du personnel médical et du matériel chirurgical existants, est l'évacuation rapide des blessés légers et, surtout, des blessés graves qui ne peuvent être opérés dans des délais raisonnables, « *le déficit [c'est-à-dire le nombre de blessés à opérer de toute urgence] étant de 3 à 400 par jour, sans qu'il y ait rien à reprocher aux chirurgiens* »<sup>6</sup>.

Or, rien ne fonctionne comme prévu : le service des évacuations par trains sanitaires, dont la souplesse et la rapidité devaient suppléer à l'insuffisance et à l'épuisement des équipes chirurgicales, se dérobe aux injonctions pressantes de Chaudoye et du chirurgien consultant Jacob. Venu leur prêter main forte dans la journée du 17, Godart téléphone personnellement au commissaire-régulateur de Fère-en-Tardenois, Fischer, pour le conjurer d'envoyer deux trains destinés à transporter rapidement sur Paris 800 blessés à opérer. En vain. Les huit premiers trains qui arrivent à Prouilly à partir du 17 n'évacuent que les blessés légers sur la zone des armées ; quant au premier

train affecté au transfert des grands blessés sur l'intérieur, il n'apparaît que le 19, après avoir mis vingt-quatre heures pour parcourir la distance entre Fère-en-Tardenois et Prouilly ! Parti de l'hôpital, à 13 heures, avec seulement 128 blessés graves, il atteint Paris sur le coup des 4 heures du matin, soit une circulation à la vitesse moyenne de 9 kilomètres à l'heure !<sup>7</sup> L'évacuation des blessés graves sur l'intérieur par train sanitaire permanent ne commence vraiment que le 20 avril, cinq jours et quatre nuits après le début de l'offensive (contre 48 heures à Bouleuse, à peine plus à Montigny). Deux trains sont alors dirigés sur Paris, avec à bord 240 puis 128 blessés couchés. Le lendemain, trois trains de blessés graves (679) sont enfin chargés pour Paris, mais deux prennent une fausse direction et se retrouvent, l'un, à Cahors, l'autre à Bordeaux ! Pourquoi donc les blessés légers sont-ils dirigés sur les hôpitaux des étapes (zone des armées) en priorité, alors que les grands blessés attendent jusqu'au 19 avril pour être évacués sur l'intérieur ? Ni l'application littérale des directives concernant les blessés évacuables ni la conséquence d'un éventuel conflit de priorités ne sont en cause. Est en revanche incriminable la primauté donnée au transport des troupes et du matériel sur celui des blessés, dans une configuration où, de l'aveu même de la direction de l'arrière

(Grand Quartier Général), « *l'unique artère de communication, Fère-en-Tardenois-Meaux par laquelle passent tous les ravitaillements ne [permettait] pas l'arrivée des trains sans interruption dans les HOE* »<sup>8</sup>. Il n'en reste pas moins que le commissaire-régulateur de la gare ne tient aucun compte de l'instruction sur les évacuations, laquelle prévoit l'acheminement des blessés les plus sérieux vers les zones d'hospitalisation les plus rapprochées et des blessés les moins graves vers les zones éloignées<sup>9</sup>.

Interrogé par les membres délégués de la Commission supérieure consultative du Service de santé militaire (CSCSSM), il déclare à ses interlocuteurs, « *qu'il avait les yeux tournés vers l'Avant et non vers l'Arrière et qu'il ignorait la destination des convois* »<sup>10</sup>. Compte tenu des retards des trains, cette faute aurait pu lourdement engager le pronostic vital des évacués. Mais deux correctifs permettent d'en atténuer les conséquences : d'une part, les gares régulatrices sanitaires jouent pleinement leur rôle de révision des blessés ; d'autre part, les plaies sont majoritairement occasionnées par balles, et par conséquent moins sujettes à s'infecter que les blessures par éclats d'obus. Si bien que la « valeur clinique » des évacuations s'avère paradoxalement correcte (862 décès sur 124 631 blessés évacués sur l'intérieur du 15 avril au 31 mai 1917, soit 0,69%). Alors que les blessés graves ne cessent d'arriver et de s'entasser, Chaudoye déploie tous les moyens dont il dispose : « *pour que tous les blessés sans exception [soient] dès leur entrée, placés dans des baraques et*

*[aient] comme moyen de couchage, dans les cas les plus sommaires, un brancard reposant sur un lit de paille, des couvertures, du feu dans les baraques, à l'exception de deux ou trois où par crainte d'incendie, les poêles [ne sont pas] pas allumés* »<sup>11</sup>. Non sans d'immenses difficultés, «le brancardage étant rendu plus pénible encore par un temps affreux qui avait transformé les pistes en une boue gluante et glissante»<sup>12</sup> ; sans parler « *des espaces énormes que les brancardiers devaient traverser pour conduire les blessés du Triage aux quartiers qui leur étaient désignés.* » L'HOE prend dès lors l'allure d'une immense ruche, où des boissons chaudes à base de thé alcoolisé sont distribuées sans arrêt, tandis que des milliers de repas (38 372 en quatre jours !) sont servis chaque jour.

Une ruche dont certaines alvéoles sont, selon le rapport Delbet, « *oubliées* », parce qu'elles sont remplies de blessés ayant échappé au triage ou déposés à la hâte, là où subsistent des places disponibles : « *Malheureusement une erreur, plutôt qu'une faute, mais une erreur très grave a été commise à Prouilly. Des blessés ont été transportés et placés dans une baraque qui servait de casernement et qui n'était pas destinée à les recevoir. Ces malheureux, dont on ignorait la présence en ce point, n'ont reçu aucune espèce de soins pendant plusieurs jours* ». Les événements sont rapidement connus de l'opinion, car le rapport Delbet est immédiatement communiqué au Parlement et relayé par la presse. « *Aussitôt commença, selon Godart, le procès du Service de Santé sans se préoccuper des causes réelles de ces tragiques événements* ».

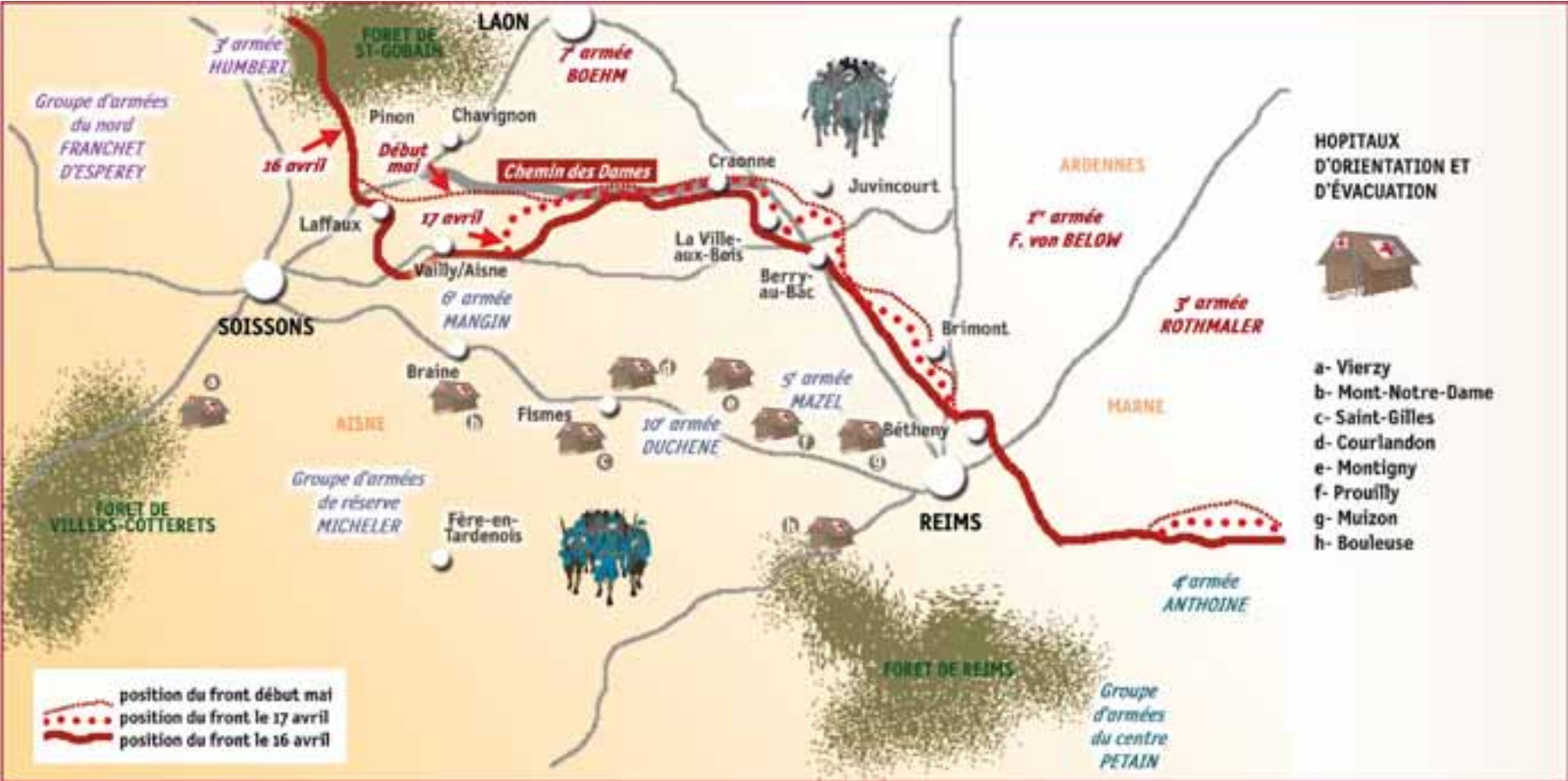


Photo prise lors d'une visite de J. Godart (à droite) postérieure à l'offensive Nivelle, publiée dans Science et dévouement, Le service de Santé, la Croix Rouge, Les œuvres de solidarité de guerre et d'après-guerre, Aristide Quillet éditeur, Paris. Coll. François Bilange.

2. Comité secret du 29 juin 1917, Chambre des dép., intervention de L. Mourier, J.O. du 1<sup>er</sup> juillet 1922, p. 407.  
3. Le médecin chef de l'HOE de Montigny, Baills, à Béchard (date illisible).  
4. Rap. du médecin-chef de l'HOE de Montigny à Sieur, 21 avril 1917.  
5. Rap. de Chaudoye sur le fonctionnement de l'HOE, pendant le mois d'avril 1917.  
6. CSCSSM, rap. Delbet, 8 mai 1917.

7. Un train sanitaire permanent mit dix heures et demie pour aller de Fismes à Prouilly (situé à 12 km de distance); un autre resta neuf heures en gare de l'HOE.  
8. Les armées françaises pendant la Grande Guerre, rap. cit.  
9. Nivelle à Godart, 21 mai 1917 : cette lettre parle de "confusion" et d'un rappel à l'ordre par la note jointe 6619 - DA du 16 mai 1917.  
10. CSCSSM, rap. Delbet, 8 mai 1917.

11. Rap. cit. Chaudoye.  
12. Ibid.



Evolution du front pendant l'offensive Nivelle, position des armées, position des hôpitaux d'opération et d'évacuation (HOE). © CG 02.





Inspection de Justin Godart à la VI<sup>e</sup> armée, 10 mars 1917. Coll. François Bilange.

■ ■ ■ Le conflit de responsabilités qui s'ensuit met trois parties en présence : le haut commandement, soucieux de montrer qu'il n'est pas directement responsable de l'échec de l'offensive Nivelles ; Godart et son ministre de tutelle, Paul Painlevé, qui souhaitent établir les responsabilités réelles du GQG et profiter du désarroi causé par l'échec de l'offensive pour réorganiser le service de Santé militaire (SSM) ; et, enfin, certains parlementaires, pour la plupart médecins, qui veulent provoquer la démission de Godart, avocat de son état, soit par ambition personnelle, soit pour prouver à l'opinion publique que le contrôle du pouvoir civil aux armées n'est pas un vain mot.

Godart est d'abord entendu par la commission de l'hygiène, les deux commissions de l'armée (Sénat et Chambre, les 26 et 27 avril), puis interpellé en comité secret à la Chambre (29 juin) et au Sénat (22 juillet). Sa mise en cause intervient au moment même où, pour mettre en difficulté le gouvernement vis-à-vis des alliés et des commissions parlementaires, le haut commandement exhibe des statistiques qui minorent le nombre des tués (15 000 au lieu des 25 000 annoncés au Parlement par Poincaré, Ribot et Painlevé) et majorent celui des blessés (99 000 jusqu'au 24 avril inclus, au lieu des 77 000 ou 81 000 recensés par Godart). Ce dernier bilan accable Godart qui a fait supprimer la Direction générale du service de Santé aux armées (DGSSA) ; il est exploité par des milieux proches de l'Action française qui accréditent, en France et aux Etats-Unis, la thèse fallacieuse d'une offensive promise à la victoire, mais stoppée dans son élan par un sous-secrétaire d'Etat pris de panique qui serait intervenu, comme les parlementaires présents le 16 avril au poste-observatoire de Roucy, auprès du Gouvernement pour faire immédiatement cesser l'opération de rupture engagée par Nivelles...

Pour sa défense, Godart s'attache à établir, sur la base de documents habilement empruntés au GQG, que les erreurs de prévision et les insuffisances de préparation sont imputables au seul commandement. C'est ainsi que la suppression de la DGSSA, en janvier 1917, n'a eu aucune incidence sur la préparation sanitaire de l'offensive, puisque les plans d'hospitalisation et d'évacuation ont été arrêtés début janvier. Si le gel s'en est mêlé, les retards constatés dans la livraison des baraques et leur édification sont le fait du Génie, accaparé par les autres services au détriment du SSM. Du reste, toutes les équipes chirurgicales, dont le SSM est responsable, sont en place, le jour J. Sans doute les HOE du Groupe d'armées de réserve (GAR) sont-ils tous à des degrés divers encombrés, mais seulement deux sur les six concernés connaissent des moments dramatiques. Si Courlandon est troublé pendant huit heures par

## Du front à l'hôpital d'opération et d'évacuation (HOE)

Depuis le poste de secours régimentaire, les blessés marchent ou sont brancardés, suivant leur état, jusqu'à un premier groupe sanitaire (une ambulance) situé sur une route. De là, ils sont dirigés vers l'ambulance divisionnaire, à une dizaine de kilomètres en arrière. Cette formation qui, en 1917, comporte 300 lits pour les intransportables, doit opérer le tri entre les cas de blessures graves et les cas de blessures plus superficielles, puis acheminer les blessés vers les hôpitaux d'opération et d'évacuation dont chaque corps d'armée est en principe doté. La capacité théorique d'un HOE est de 3 000 lits. On y opère et traite les blessés en vue de leur évacuation par le train vers les hôpitaux de la capitale ou de l'arrière. C'est au niveau de ces HOE que se produit « une crise majeure », selon Antoine Prost.

D'après Antoine Prost, « Le désastre sanitaire du Chemin des Dames », *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, collectif, Nicolas Offenstadt (dir.), Paris, Stock, 2004.



Visite de Justin Godart à Dixmude, 19 janvier 1917. Coll. François Bilange.

« l'irruption d'indigènes débandés », Prouilly doit répondre, dès le 17, aux besoins de trois corps d'armée. Car « la retraite des Allemands devant le front du groupe des armées du Nord avait permis, de l'aveu même du GQG, de mettre deux corps d'armée de plus en ligne [7 à 8 000 hommes en plus], au dernier moment, pour lesquels il ne put être créé d'hôpital d'évacuation ». Ces débordements

auraient pu être rapidement régulés, si des barrages de police - dont la responsabilité incombe exclusivement au commandement des armées - avaient été institués pour empêcher les petits blessés de converger vers les HOE.

De même, l'insuffisance du personnel soignant et des moyens chirurgicaux aurait pu être efficacement compensée, si la « soupape d'échappement » que représente l'évacuation des blessés par trains sanitaires avait correctement fonctionné et si des arbitrages favorables au SSM avaient été opérés par le commissaire régulateur de la seule gare possible d'évacuation, Fère-en-Tardenois. En montrant ainsi que les difficultés rencontrées par le SSM entre Soissons et Reims « tenaient à beaucoup de circonstances indépendantes pour un grand nombre du service de Santé lui-même », Godart rallie à ses

vues ses collègues parlementaires, comme en témoigne le vote de confiance de la Chambre (442 voix contre 21). Mais il ne parvient pas à dissiper une double ambiguïté. La première porte sur le périmètre réel de ses attributions face au commandement : jusqu'où est-il responsable ? Le SSM est-il, comme il l'affirme devant la commission d'hygiène, « un rouage strictement et presque servilement subordonné au commandement » ? La seconde pèse sur son apparente inertie : pourquoi avoir aussi longtemps attendu (depuis juillet 1915) pour organiser l'autonomie du SSM par rapport au commandement ?

Cette double interrogation en forme de grief est d'autant plus légitime qu'il a été nommé, en juillet 1915, pour réorganiser le SSM dans un sens conforme aux intérêts du blessé, c'est-à-dire en le dirigeant de bout en bout (de la zone des armées à celle de l'intérieur), et en lui conférant une autonomie fonctionnelle et décisionnelle par rapport au pouvoir militaire. Encore eût-il fallu donner un contenu à cette fameuse autonomie ! L'analyse des archives révèle que Godart n'a cessé, dès sa prise de fonctions, de multiplier les initiatives tendant à accroître la marge de manœuvre du SSM aux dépens du haut commandement ; mais il s'est constamment heurté, sous la « dictature » de Joffre à un mur infranchissable, faute d'être soutenu par un ministre de la Guerre résolument favorable au contrôle parlementaire aux armées<sup>13</sup>. S'il est parvenu ensuite à renforcer les liaisons organiques entre le GQG, le sous-secrétariat d'Etat au service de Santé militaire (SSESM) et le SSM dans les deux

13. C'est d'ailleurs pour cette raison que les interpellateurs ont réclamé, en comité secret, la transformation du sous-secrétariat d'Etat en ministère de l'Hygiène et de la Santé publique.

Visite de Justin Godart à la VI<sup>e</sup> armée, 30/09/1917, observatoire de Vauxaillon. Coll. François Bilange.



zones, Nivelles puis Pétain se sont opposés à des liaisons directes entre les services de Godart et la direction de l'arrière au GQG ou à des missions d'inspection ne relevant pas directement de l'autorité militaire. Comme le montrent ces tentatives répétées, Godart considérait que l'autonomie du SSM ne signifiait pas son indépendance fonctionnelle : le service de Santé doit travailler en parfaite intelligence avec le GQG, ne serait-ce que pour augmenter sa réactivité et faciliter les prévisions sanitaires et l'exécution des plans d'hospitalisation et d'évacuation.

Painlevé et Godart vont profiter du désarroi causé par les mutineries au sein du GQG pour organiser, sur des bases réglementaires, l'autonomie fonctionnelle du SSM. Le décret du 11 mai 1917 tend à conférer à tous les organes de commandement du SSM aux armées l'autorité et l'autonomie nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, sans que leurs décisions ou demandes aient à emprunter les circuits habituels de la hiérarchie. C'est tout le positionnement et l'intégration du SSM dans la chaîne de commandement qui se trouvent du même coup repensés, avec la double préoccupation d'associer « directement des médecins à tous les niveaux du commandement militaire, et d'assurer, par délégation d'autorité, la verticalité autonome des décisions au sein du SSM. » Le service peut désormais disposer, dans la zone intérieure comme aux armées, de son personnel et de son matériel ; « il avait le pouvoir de donner des ordres, tandis qu'il ne faisait que des propositions qui pouvaient être acceptées ou refusées ». Quatre médecins de l'Armée, le médecin-directeur du service de Santé du corps d'armée et de la division se trouvent ainsi placés

près du général commandant chacune de ces unités ; ils étudient dorénavant avec lui, ou avec le chef d'état-major, toutes les mesures concernant le service de Santé. Ils disposent, pour les ordres à donner relatifs à l'exécution du service, de la délégation permanente du général commandant l'armée, le corps d'armée ou la division. Un médecin est en outre attaché au 4<sup>e</sup> Bureau de l'état-major d'Armée qui coordonne le ravitaillement, les transports et services au premier groupe du GQG ; un autre au 1<sup>er</sup> Bureau de l'état-major de corps d'Armée et un troisième auprès du commissaire-régulateur.

Des modifications profondes sont apportées, en juin 1917, aux deux organes sanitaires du GQG et du SSESM. D'une part, Pétain réorganise, d'accord avec Godart, la section santé de la direction de l'arrière en plaçant, à sa tête, un médecin-principal et en la dotant du nombre de médecins nécessaire (3 de grades élevés) pour en faire une section équivalente à celle des autres armes ou services. Désormais exclusivement composée d'officiers du service de Santé, mais restant malgré tout au 2<sup>e</sup> groupe du Quartier général, cette section est chargée de l'étude de toutes les questions techniques et d'organisation concernant le service de Santé. D'autre part, est créée auprès du Général commandant en chef, « dans les mêmes conditions que les autres inspections », une inspection du service de Santé, investie d'une mission de contrôle et non d'administra- ■ ■ ■

Visite de Justin Godart à la VI<sup>e</sup> armée, 30/09/1917. Boyau d'Antioche (Aisne). Coll. François Bilange.





tion. Cette organisation nouvelle fonctionne de juin 1917 à février 1918, traversant sans dommage les offensives des Flandres en juillet 1917, de Verdun en septembre, de La Malmaison en octobre. Est-elle pour autant validée par ces batailles ? L'affirmer serait hasardeux, car l'amplitude des mouvements des troupes n'est pas suffisante pour éprouver véritablement cette organisation. Que serait-elle devenue en phase de grande offensive ou de recul significatif des troupes ? Reste que l'application du décret du 11 mai 1917 dessine incontestablement une partition des rôles, fondée non plus sur un chevauchement des responsabilités, mais sur une étroite complémentarité : au SSESSM, l'organisation générale du SSM ; au GQG (direction de l'arrière), l'étude préparatoire du service de Santé ; et à l'Inspection générale (confiée à Sieur), le contrôle, toutes les constatations étant communiquées au sous-secrétaire d'Etat. A l'initiative de Godart, Painlevé dépose, enfin, un projet de loi dont le texte uniformise, à l'échelle de tout le territoire, les règles de fonctionnement que le sous-secrétaire d'Etat a de facto instituées en zone intérieure :



Evacuation de blessés. Archives départementale de l'Aisne.

« Les Directeurs du Corps de santé dans les groupements d'Armée, les corps d'armée, les divisions et les régions exercent en toutes circonstances le commandement effectif afférent à leurs fonctions. En ce qui concerne le fonctionnement du service, le personnel médical centralise dans les états-majors, et

donne au commandement tous renseignements utiles au point de vue des ressources existantes et des prévisions nécessaires en personnel et en matériel, il contribue à l'élaboration des ordres et en assure directement les transmissions ». C'est conférer au service de Santé la maîtrise totale de son service dans le cadre général de l'Armée ; en faire, à l'image de l'Artillerie, une « arme » autonome forte de sa propre logistique. Et surtout, « racheter Prouilly » dont on a enfin tiré toutes les leçons.

Ces mesures sont d'autant mieux acceptées par les parlementaires qu'elles apportent une solution systémique à un problème d'imputation des responsabilités particulièrement délicat à résoudre, en l'absence d'instruction judiciaire et alors même que la défense des blessés n'était pas assurée. Comme si le véritable enjeu avait été de transformer des fautes individuelles ou collectives en défauts structurels pour en tirer un nouveau principe d'organisation qui prévienne le retour d'un nouveau désastre. Le seul vrai « coupable », dans cette première grande affaire sanitaire, était en définitive le système.

Par **Vincent VIET**

Chercheur au Cermes 3,  
Centre de recherche Médecine,  
sciences, santé, santé mentale et société.

Schéma extrait de  
Science et  
dévouement, Le  
service de Santé,  
la Croix Rouge,  
Les œuvres de solidarité de guerre et  
d'après-guerre,  
A. Quillet  
éditeur., Paris.  
Coll. François Bilange.

Sauf mention contraire, les photographies et illustrations accompagnant cet article appartiennent au **fonds d'archives constitué par François Bilange**, petit-fils de Justin Godart, conservé au **Musée de la Résistance** nationale. 88, avenue Marx Dormoy, 94 500 Champigny-sur-Marne. Tél : 01.48.81.00.80. [www.musee-resistance.com](http://www.musee-resistance.com)

# Justin Godart (1871-1956)



Délégation franco-américaine à Versailles durant la guerre. Justin Godart est au centre. Coll. François Bilange.

**Avocat**, docteur en droit, adjoint au maire de Lyon en 1904, proche d'Edouard Herriot, Justin Godart fait une carrière politique dans la mouvance des radicaux socialistes jusqu'en 1945. Député puis sénateur du Rhône (à partir de 1926), il se consacre aux questions sociales, notamment à la santé et à l'hygiène publique, et participe activement à la commission du Travail, dont il deviendra vice-président puis président en 1925.

Il connaît une première expérience gouvernementale pendant la guerre de 14-18 comme sous-secrétaire d'Etat à

la Guerre, chargé du service de Santé militaire (1<sup>er</sup> juillet 1915 – 5 février 1918). Fondateur et président de la Ligue franco-anglo-américaine contre le cancer (1918), devenue, en 1927, la Ligue française contre le cancer, Justin Godart se montre particulièrement attentif aux besoins de la recherche médicale et à la nécessité de mener une politique d'éducation et de prévention sanitaires. Cette préoccupation le conduit à présider de nombreuses ligues sanitaires ou associations à vocation sociale, et à créer, en 1929, le Parti social de la santé publique (PSSP), destiné à fédérer les principales ligues sanitaires de l'époque. Initiateur d'une législation internationale du travail, il participe à la création, en 1919, de l'OIT et du BIT au sein desquels il représente la France jusqu'en 1948.

Sous le Cartel des Gauches, il accepte le portefeuille du Travail dans le premier cabinet Herriot (14 juin 1924 – 16 avril 1925), qui lui permettra d'initier une réforme du placement, de faire ratifier par la France deux conventions internationales dont l'une porte sur la journée de 8 heures et la semaine de 48

heures, de faire interdire le travail de nuit pour les boulangers, de mettre en place le Conseil national économique et l'Office national d'Hygiène sociale.

Godart sera ministre de la Santé publique dans le 3<sup>e</sup> cabinet Herriot (du 3 juin au 17 septembre 1932). Sénateur, il est membre à plusieurs reprises du Conseil supérieur du travail de 1925 à 1938. Durant les années 1930, il s'engage particulièrement dans l'assistance aux malades (lutte contre le cancer, défense des diminués physiques, création de la Fondation Foch...) et dans la défense de la communauté juive (soutien au sionisme, accueil des immigrants fuyant le nazisme...).

Justin Godart fait partie des 80 parlementaires à voter contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet 1940. Engagé dans la Résistance, il préside le Comité directeur de la zone sud du Front national. Il devient maire de Lyon à la Libération jusqu'au retour de captivité d'Edouard Herriot. Il démissionne du parti radical et radical-socialiste, en octobre 1945. En 2004, il reçoit, à titre posthume, le statut honorifique de « Juste parmi les Nations ». Le 10 juin 2006, il est honoré par la place Justin Godart à Paris 6<sup>e</sup>. Parmi ses décorations, françaises et étrangères : la croix de guerre 1914-1918 et la médaille de la Résistance.

Portrait officiel du sous-secrétaire d'Etat. Studio H. Manuel. Coll. François Bilange.



Justin Godart en soldat 2<sup>e</sup> classe 14<sup>e</sup> section d'infirmiers militaires, classe 1891. Photographie publiée dans Science et dévouement, Le service de Santé, la Croix Rouge, Les œuvres de solidarité de guerre et d'après-guerre, Aristide Quillet éditeur, Paris. Coll. F. Bilange.



# Cerny-en-Laonnois : le mémorial “des gars du Lancashire”

L'inauguration en 1923 d'un mémorial en l'honneur du Loyal North Lancashire regiment se déroule en présence des quatre dernières familles habitant Cerny-en-Laonnois. L'événement est relayé par la presse britannique qui rappelle le rôle tenu par le Corps expéditionnaire de Sa Majesté dans les combats du Chemin des Dames, en septembre 1914.

Le samedi 22 septembre 1923, se déroule à Cerny-en-Laonnois l'inauguration d'un mémorial au Corps expéditionnaire britannique engagé dans la bataille de septembre 1914 sur le Chemin des Dames. Cet édifice en pierre a la forme d'une colonne de style antique. Il est orné de l'insigne du 1<sup>er</sup> bataillon du Loyal North Lancashire regiment, dont les officiers et les soldats sont surnommés « the Lancashire lads », « les gars du Lancashire ». Cette unité a été durement éprouvée dans les combats qui ont prolongé la bataille de la Marne.

Si l'événement ne donne lieu qu'à une brève dans *La Dépêche de l'Aisne*, il fait l'objet d'un long article dans le “Lancashire Lad” qui relate par le menu la cérémonie. Elle débute à 11 h 45. Une petite foule de personnalités civiles et militaires a pris place autour de la colonne, élevée à moins d'une centaine de mètres des ruines de la sucrerie. Le général Sir James Willcocks, colonel du Loyal North Lancashire regiment, la préside en compagnie du général Brochut, commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée française. A leur côté ont pris place, le sous-préfet de Soissons Marcel Lemoine, le député de l'Aisne Henri Rillart de Verneuil, le sénateur de l'Aisne et ancien maire de Laon Georges Ermant et le maire de la commune, M. Leduc.

Des civils et plusieurs militaires britanniques participent aux solennités. Parmi ces derniers, les capitaines Collins, Hyndson et le sergent major Durkin, trois des rares survivants de 1914. Le général Willcocks rappelle les combats de 1914, tandis que les discours du général Brochut et du député Henri Rillart de Verneuil évoquent le concours des troupes britanniques à la victoire de la bataille de la Marne. Le monument est consacré par le révérend Francis Boyd, aumônier militaire anglais, ancien du 1<sup>er</sup> bataillon du Loyal North Lancashire regiment. Après la sonnerie Aux Morts et une minute de silence, l'assistance voit une jeune fille présenter au général Willcocks un bouquet de fleurs. Ces fleurs, rapporte le rédacteur, sont offertes par les quatre dernières familles qui habitent Cerny. Le général les reçoit, puis, un dépôt de gerbes clôt la cérémonie. Ce monument trouve son origine dans la volonté des survivants du 1<sup>st</sup> Bn Loyal North Lancashire, associée à celle des familles, de perpétuer le souvenir des soldats tués et disparus. Après l'armistice, une souscription est lancée par les anciens et les familles pour la création d'un mémorial rappelant les actions des hommes du bataillon morts au cours du conflit, soit 71 officiers et 1 533 soldats.

L'érection du monument sous la direction d'une délégation d'officiers anglais a lieu, le mercredi 19 septembre, 3 jours avant l'inauguration. Aujourd'hui, cette colonne dressée vers le ciel au bord de la route intrigue souvent les visiteurs. Sobre, elle tient son rôle de signal, de rappel dans le paysage. Très peu des « Lancashire Lads » ont une sépulture connue sur le champ de bataille du Chemin des Dames. L'un d'eux, James Richard Thompson, repose au cimetière britannique de Vendresse. Sur sa stèle on peut lire cet épitaphe : « *Les cœurs qui l'ont aimé ne peuvent oublier* ».

Yves FOHLEN



L'inauguration du mémorial britannique de Cerny-en-Laonnois, le samedi 22 septembre 1922. A gauche sur la photo, on aperçoit des habitants du village. Repro. “Lancashire Lad”.

**“Cérémonie commémorative.** - Samedi 22 septembre a eu lieu à Cerny-en-Laonnois l'inauguration du monument aux soldats du 1<sup>er</sup> bataillon du Loyal Lancashire régiment. Ont pris la parole à cette cérémonie : le général Sir James Willecocks et M. Marcel Lemoine, sous-préfet de Soissons, représentant M. le Préfet de l'Aisne”. *La Dépêche de l'Aisne*, édition du mercredi 26 septembre 1923.



La sucrerie de Cerny photographiée par les Allemands, fin 1914 début 1915. Coll. Paul Kendall.

les grandes batailles de l'Armée britannique sur le front de l'Ouest durant la Grande Guerre.

Comme toutes les autres unités militaires britanniques, le Loyal North Lancashire regiment est exclusivement composé de militaires professionnels. Tous ont reçu la formation très poussée propre aux régiments d'élite, laquelle valorise l'esprit de corps et insiste sur l'histoire et les traditions militaires de l'unité. On y enseigne

les origines du régiment, créé en 1741, et ses participations à la plupart des batailles passées de l'Empire britannique. L'insigne porté sur la casquette et le col de la vareuse, adopté en 1782, représente la rose rouge cultivée en Angleterre dans la région du Lancashire.

## Sources

- WICKES H.L. “*Regiments of Foot*”, Osprey Publishing, Southampton UK, 1974, 1970 p.
- WESTLAKE Ray, “*British Battalions in France & Belgium*”, Leo Cooper, London, UK 1997, 354 p.
- *Queens Lancashire Regiment Museum “The Lancashire Lads” Septembre 1923.*
- Remerciements à Paul Kendall.

Après une marche de nuit sous la pluie, les «gars du Lancashire» prennent position juste avant l'aube sur les pentes abruptes situées au dessus du hameau de Troyon. La marche d'approche achève d'épuiser des hommes déjà très fatigués et trempés par

la pluie qui ne cesse de tomber. L'attaque s'engage. A la manière des batailles du passé : les officiers courent sabre levé, en avant de leurs hommes qui les suivent en rangs serrés, baïonnette au canon. Accueillis par une grêle de balles et d'obus, les Britanniques parviennent pourtant à se rendre maître de la sucrerie. Ce premier véritable combat du 1<sup>er</sup> Bn du Loyal North Lancashire regiment est une victoire à la Pyrrhus. Le bataillon est décimé. 14 officiers sur 20 manquent à l'appel. Parmi les disparus se trouve le lieutenant-colonel Walter Reginald Lloyd, officier commandant du bataillon. Plus de 500 hommes du rang sont tué, blessés ou portés disparus. Sous la pression du bombardement et des attaques allemandes, la sucrerie est abandonnée après quelques heures. Les Britanniques se replient et vont s'accrocher sur le bord des pentes au-dessus de Troyon et de Vendresse. Relevé quelques jours plus tard, le bataillon participe par la suite à toutes



La sucrerie de Cerny avant la Grande Guerre. Carte postale. Coll. J.-F. Viel.



# Le recensement anticipé de la classe 1917 à Chézy-en-Orxois

**Suite** à l'ordre de mobilisation générale du 2 août 1914, vingt-sept classes sont appelées sous les drapeaux. Très vite, entre décembre 1914 et avril 1915, on décide de devancer le recensement des jeunes gens nés entre 1895 et 1897 (classes 1915 à 1917). Le 25 avril 1915, date limite fixée la loi pour le recensement par anticipation de la classe 1917, le maire de Chézy-en-Orxois dresse la liste des jeunes gens de la commune nés en 1897. Il y note leurs différentes aptitudes, à la fois physiques (prix de gymnastique, nage) et militaires (prix de tir). Le but est de sélectionner au mieux les soldats pour répondre aux besoins de l'armée notamment en spécialistes.

**Musiciens**  
Les jeunes gens faisant partie d'une fanfare sont fréquemment affectés dans les musiques des régiments. Depuis l'Antiquité, la musique est très présente dans les armées. Elle sert autant aux revues et parades qu'au moment des assauts et rythme la journée des soldats dès le réveil. Cuivres, vents et percussions forment l'essentiel des musiques militaires.

**Colombophiles**  
Les pigeons voyageurs sont largement utilisés durant la Première Guerre mondiale. En raison des bombardements, gaz et fumées,

les autres moyens de transmissions (télégraphe, téléphone, signaux optiques) sont souvent défaillants. Capables de parcourir jusqu'à mille kilomètres par jour, les pigeons sont parfois le seul lien possible avec le commandement. Parmi les exemples célèbres, on peut citer la pigeonne Vaillant qui transmet à Verdun, le 4 juin 1916, le dernier message du commandant Raynald demandant des renforts pour la garnison du fort de Vaux.

**Cavaliers et garçons d'écurie**  
En août 1914, on compte dans l'armée 350 000 chevaux et 90 000 véhicules essentiellement hippomobiles. Endurant, robuste, capable de traverser toutes sortes de terrains, le cheval n'est pas affecté uniquement à la cavalerie mais aussi utilisé pour la logistique des différentes unités de combat. Du fait des énormes besoins du ravitaillement et de l'artillerie, le nombre de chevaux ne cesse de croître jusqu'en 1918. Les jeunes gens aptes à conduire les voitures à cheval et à soigner les chevaux sont donc particulièrement appréciés.

**Vélocipédistes**  
Avant 1913, il existe cinq compagnies cyclistes affectées à des bataillons de chasseurs à pied puis aux divisions de cavalerie. Lors de l'appel de la classe 1915, le minis-

tère de la Guerre recommande d'incorporer « presque toutes les recrues sachant monter à bicyclette et ayant une taille de 1,62 à 1,68 m » dans de nouvelles unités cyclistes. Marcel Laville, un de nos soldats de Chézy, ne mesurant qu'1,60 mètre, bien que vélocipédiste, ne peut donc prétendre intégrer ces compagnies. A la fois éclaireurs, agents de liaison et combattants, les cyclistes ont de nombreux avantages : mobiles, agiles, silencieux, rapides, parfois équipés de la commode bicyclette pliante inventée par l'Axonais Henri Gérard, ils peuvent parcourir plus de cent kilomètres par jour. On les retrouve dans plusieurs batailles de l'Aisne. Le 6<sup>e</sup> bataillon de chasseurs cyclistes (dont la devise est « Bon d'Nom de Dieu, j'ai crevé mon pneu ») participe notamment le 16 avril 1917 à l'offensive de la cote 108.

**Aérostiers**  
Les aérostats, outil d'observation idéal, ont un intérêt certain pour cette guerre de tranchées. Ils jouent un rôle non négligeable dans le repérage et la destruction des batteries d'artillerie. Vingt compagnies d'aérostation de campagne, créées entre octobre 1914 et janvier 1915, sont complétées par seize nouvelles compagnies durant le premier semestre 1915. Les besoins en hommes sont donc importants pour cette spécialité, même si on imagine bien que des jeunes gens déjà aérostiers soient plus difficiles à trouver que les vélocipédistes.

Suite au recensement par le maire, les jeunes gens sont appelés dans des centres de recrutement où chacun est pourvu d'un numéro matricule porté sur une plaque rendant possible l'identification en cas de décès. Les registres matricules permettent de suivre les destins individuels de nos quatre soldats de Chézy (voir document ci-contre), tous finalement mobilisés entre avril et septembre 1916 (en fonction de leur état de santé) et démobilisés en 1919.

Valentine LEIGNEL  
et Aude RCELLY

Sur sa liste de recensement, le maire de Chézy-en-Orxois consigne les aptitudes particulières des jeunes gens. FRAD002 E dépôt 88. 1 H 3

Nom et prénoms	Date et lieu de naissance	Profession	Aptitudes	Particularités	Signature
Valentin Léon	né à Chézy-en-Orxois, commune de Chézy-en-Orxois le 12 avril 1897	Comptable	Chasseur cycliste	est un excellent vélocipédiste	
Guillaume René	né à Chézy-en-Orxois, commune de Chézy-en-Orxois le 12 avril 1897	Comptable	Chasseur cycliste	est un excellent vélocipédiste	
Laurent Léon	né à Chézy-en-Orxois, commune de Chézy-en-Orxois le 12 avril 1897	Comptable	Chasseur cycliste	est un excellent vélocipédiste	
Joseph Gabriel	né à Chézy-en-Orxois, commune de Chézy-en-Orxois le 12 avril 1897	Comptable	Chasseur cycliste	est un excellent vélocipédiste	

# Craonne, du village à la forteresse

Craonne années 1915 et 1916, la guerre qui s'installe : c'est ce que montrent les quelques images extraites de l'album de photographies d'un lieutenant allemand que nous publions dans ces pages.

**Le lieutenant Rose**, fine moustache et léger embonpoint, peut avoir 30 ans comme il peut en avoir 40 sur les nombreuses photographies où il apparaît aux côtés le plus souvent d'officiers. L'album qu'il a constitué, souvenir de campagne pour lui-même et ses proches, trouvé au hasard d'une brocante en l'an 2000, comporte peu d'indices sur cet homme. Il appartient à une compagnie de soldats que l'on voit armée de pelles et de pioches qui a sérieusement contribué aux nombreuses réalisations fortifiées dont Craonne et ses environs ont été bardés par les Allemands. Rose a-t-il survécu à la guerre ? A-t-il été blessé ? Questions sans réponse. L'album contient la trace d'une correspondance que le lieutenant entretient avec une demoiselle Höttke – fiancée ? - à qui il demande des nouvelles de ses parents et d'une certaine Claire. L'officier vient de Jülich, au Nord-Est d'Aix la Chapelle. Il appartient à la 7<sup>e</sup> compagnie du 2<sup>e</sup> bataillon du Landwehr-infanterie-régiment 16 prussien, le Ldw JR 16 qui occupe un secteur entre Craonne et la Ville-aux-Bois-lès-Pontavert. Dépendant de la 25<sup>e</sup> brigade de Landwehr au début de la guerre, cette unité intègre, à la fin de 1916, la nouvelle 25<sup>e</sup> division de Landwehr. Cette dernière reste sur l'Aisne et la Champagne jusqu'aux premiers jours de l'offensive du Chemin des Dames. A partir du 23 avril 1917, après avoir subi des pertes importantes dans le secteur de Vailly-sur-Aisne, elle est positionnée en Alsace.

## Le lieutenant Rose



Au dos, la mention « Craonne, une tranchée proche de l'Eglise ». Non datée. © Olivier Maigrat.



Positions allemandes sur la ligne de front Chevreux-Pontavert. Le Lt. Rose est au centre. © Olivier Maigrat.



Craonne : la salle de communication (Femsprecher). Plus loin, un panneau indique la baraque de l'officier responsable : le lieutenant Burckel du 2<sup>e</sup> bataillon du Ldw.J.R.16. © O. Maigrat.



Le Lt. Rose à Craonne. Photo prise à l'occasion de la remise de sa Croix de fer de 2<sup>e</sup> classe, envoyée le 21 06 1915 à Jülich. © Olivier Maigrat.





Ci-dessus : Installations allemandes à Chevreux. Non datée.  
Au dos : « Chevreux ». © Olivier Maigrat.



Ci-dessous : Réalisation d'un abri pour plusieurs dizaines d'hommes sur le front de Craonne-Chevreux.  
© O. Maigrat.



Ci-dessus : Le Eva à Chevreux (15 cm SKL/40 "Schnellade Kanone in Räderlafette IRL"). sans date. © Olivier Maigrat.



Ci-dessous : Surveillance sur les hauteurs de Craonne en direction des Français. Mention "Unsere Graben" (notre tranchée). Sans date.  
Hommes du LJR 1 sur la banquette de tir. © Olivier Maigrat.



Ci-dessous : Campement de la troupe à Craonne (au dos : "Craonne"). © Olivier Maigrat.



Construction d'un abri bétonné sur Craonne. Sans date. Peut-être au bois de Génie ou au lieudit la Courtine.  
© O. Maigrat.



Ci-contre : Au dos : "x Unsere Stellung. xx Franzone Stellung" (x nos positions, xx positions Françaises). Sans date. © O. Maigrat.



Ci-dessus : Une voie de 60 cm montant vers les lignes sur Craonne. Non datée.  
Le camouflage est assuré par une toiture légère de feuillages. © Olivier Maigrat.



Ci-dessus : Une voie de 60 cm montant vers la position Winterbergstellung (« Position Montagne d'hiver »), nom donné par les Allemands à la position de défense la plus élevée de Craonne. Non datée. © Olivier Maigrat.



Ci-dessus : Au dos : « Californie Ferme Craonne - Artillerie und Beobachtungstellung » (La ferme Californie à Craonne, position de l'observatoire d'Artillerie). Non datée.  
La ferme de Californie était exploitée avant guerre par Camille Moncourtois, fermier. © Olivier Maigrat.





**Ci-dessus :**  
*Au dos la mention : «Bombardement Français sur nos positions au 13 cm» (130 mm). Sans date. Les reflets à l'arrière-plan : des marais. A gauche : Chevreux. Les fumées d'explosions correspondent probablement aux positions allemandes du bois des Merbailles et de la ferme de la Renaissance.*  
© Olivier Maigrat.



**Ci-contre :**  
*Le Lt. Rose à Craonne au deuxième plan. Photo envoyée le 20.09.1915 à M<sup>lle</sup> Höttke à Jülich. Dans sa correspondance, Rose confie ses inquiétudes de devoir quitter cette chambre pour les caves, du fait des bombardements français de plus en plus fréquents. L'oreiller de l'officier est orné d'un drapeau allemand. On note également la présence sur le bureau au fond à droite, d'objets réalisés dans la craie du front de l'Aisne.*  
© Olivier Maigrat.

L'album photographique du lieutenant Rose compose une chronique détaillée de la vie des soldats et officiers allemands sur le front et à l'arrière-front dans le secteur de Craonne pour les années 1915-1916. Il se compose de 311 pièces, tirages photographiques et cartes postales<sup>1</sup> mentionnant divers lieux et communes du secteur oriental du Chemin des Dames : Ailles, Corbeny, Bouconville, La Bove, Vauclerc...

La sélection que nous en publions, avec le concours d'Olivier Maigrat<sup>2</sup>, renseigne sur la situation et la vie militaire, tout autant que sur les occupations et distractions des officiers et hommes de troupe. Quelques vues larges, vraisemblablement annotées par l'auteur attestent la proximité des positions allemandes et françaises, d'autres plus rapprochées montrent côté allemand les positions d'artillerie, les tranchées et réseaux (voies de 60), les fortifications, le camouflage et l'aménagement systématique des positions les plus hautes pour la surveillance et l'observation.

Très peu de dates, parfois une indication 1915 ou 1916 au dos d'un document, quelques rares et succincts commentaires complètent ce récit photographique. De nombreuses clichés mettent en scène une autre facette de la guerre ou tout au moins la représentation que veut et que peut en donner un militaire au front, officier de son état : attente, détente organisée. On y voit avec un luxe de détails

précieux, les installations de l'arrière : le cinéma, la piscine, le parcours de santé, un équipement sanitaire... Et des scènes où l'on trinque de bon cœur, toutes édifiantes de bonne humeur et d'esprit de corps. Dans cet ensemble très riche, un document donne à voir la contiguïté de l'état d'attente et de l'état de guerre. C'est un cliché qui expose le lieutenant Rose et un camarade dans une chambre à Craonne. Au dos de cette image, adressée le 20 septembre 1915 à une demoiselle Höttke à Jülich (petite ville au Nord-Est d'Aix-la-Chapelle), Rose confie son inquiétude de devoir déménager dans les caves en raison de l'intensification des bombardements français.

Et de fait, on observe ensuite des épreuves présentant les occupants de Craonne installés dans les caves qu'ils ont meublées d'objets récupérés dans les habitations du vieux Craonne. Dans ces scènes de la vie militaire qui s'organise dans un décor de bibelots et de mobilier familial, on lit en creux le départ forcé, l'exode d'une population chassée par la guerre. Les militaires ont trouvé refuge dans les celliers de Craonne pendant les bombardements français, créant des témoignages oraux des anciens du village parvenus jusqu'à nous. En 1915-1916, Craonne est dans une forme d'entre-deux dont témoignent les prises de vue rassemblées par le lieutenant Rose. Sur ces images de village en voie de disparition, et de fortification, où s'illustre, flagrante, l'efficacité destructrice des obus, le bourg coquet d'avant-guerre transparaît encore.

Damien BECQUART

1. La plupart sont au format 13,8 X 8,9, quelques-uns au format 12 X 9.  
2. Agé de 40 ans, Olivier Maigrat est technicien en recherche et développement au Luxembourg. C'est une visite au fort de Vaux avec un oncle habitant Verdun qui a décidé de la passion d'Olivier pour la Grande Guerre. Il avait alors 14 ans. Les légendes qui accompagnent les photographies sont fournies par lui à partir des annotations figurant sur les documents. Quelques précisions supplémentaires (localisation) sont données par Noël Genteur.

**Ci-dessous :** Dans les positions sur Craonne, probablement sur le saillant du Tyrol. Le panneau indique le 5<sup>e</sup> dépôt de grenades. © Olivier Maigrat.



**Ci-dessus :** Hommes de troupe dans une cave à Craonne.  
*Au dos : « Keller in Craonne » (cave à Craonne).*  
© O. Maigrat.

**Ci-dessous :** Le Feldwebel Merkelbach dans une cave à Craonne. Meubles et piano proviennent du village. © Olivier Maigrat.



**Ci-dessus :** L'église de Craonne progressivement détruite par les bombardements de l'artillerie française.  
*Au dos : « Partie de l'église de Craonne ».*  
Non datée. © Olivier Maigrat.



**Ci-dessus :** Au dos la mention manuscrite « Craonne ». Non datée.  
© Olivier Maigrat.



**Ci-dessus :** Dans les caves de Craonne.  
Non datée.  
© Olivier Maigrat.





**Ci-DESSUS :** Le cinéma aux troupes à Corbeny. Mention manuscrite au dos : « Kino in Corbeny ». Non datée. Hommes des LJR 16 et LJR 13. © Olivier Maigrat.



**Ci-DESSUS :** Positions sur Craonne. D'avant en arrière : Berkel, le docteur Grothaus, le Capitaine Becker et le Lt. Rose. Non datée. © Olivier Maigrat.

**Ci-DESSOUS :** Les hommes du Ldw.J.R.16 ont construit cette piscine à Saint-Thomas. Le plongeur est orné d'un aigle prussien aux couleurs de l'unité allemande (Noir-blanc-rouge) surmontant la mention régimentaire "Ldw.Jnf.Reg.16." © Olivier Maigrat.



Corbeny. Au dos la mention : "Boyau d'approche des tranchées du village de Corbeny". Sans date. © Olivier Maigrat.



**Ci-DESSUS :** Chorale improvisée dans une cave de Craonne. Sans date. © Olivier Maigrat.



**Ci-DESSUS :** Tombe en calcaire de la nécropole de Saint-Thomas. Sépulture du Landsturmann (territorial) Leben de la 7<sup>e</sup> compagnie du Ldw JR 16 (la compagnie du Lt. Rose). Leben tombe le 10 mai 1915 sur le front de Craonne. Photo envoyée vers le 03/10/1915. © Olivier Maigrat.

**Ci-DESSOUS :** La « Landwehrbrunner » (fontaine de la Landwehr) à Chevreux. On devine la gravure sur l'avant : « 1914-Errichtet v. 6 Comp. LJR 16 – 1915 » (1914 - érigée par la 6<sup>e</sup> compagnie du régiment d'infanterie de Landwehr n°16 - 1915). Non datée. © Olivier Maigrat.



**Ci-DESSUS :** Le « parcours de santé » à Saint-Thomas. Non datée. © O. Maigrat.

**Ci-DESSOUS :** A Sainte-Croix, le feu ravage l'établissement des bains de la compagnie sanitaire (Sanitäts-Kompagnie). Non datée. © Olivier Maigrat.



**Ci-DESSOUS :** La petite nécropole de Chevreux. Non datée. © Olivier Maigrat.



**Ci-CONTRE :** Une section de pionniers (troupe du génie allemand) rend les honneurs aux camarades tombés sur le front de Craonne. Ils sont ici devant la petite nécropole de Chevreux qui n'existe plus aujourd'hui. Non datée. © Olivier Maigrat

**Ci-DESSOUS :** Carte postale allemande. Entrée de la nécropole de Bouconville. Editée par August Arnz à Elberfeld. © Olivier Maigrat.





# La Grande Guerre laboratoire de l'Etat social ?

Suite de la présentation des travaux de recherche soutenus par le Département de l'Aisne en 2009-2010. *La Grande Guerre, laboratoire de l'Etat social ? L'invalidité au prisme de l'expérience 14-18* : Sylvain Bertschy, 32 ans, mémoire de doctorat en préparation sous la direction de Frédéric Rousseau.



Visite officielle dans un centre de rééducation. La croix tracée au stylo signale le sous-secrétaire d'Etat Justin Godart.  
Coll. F. Bilange.

**Le bilan démographique** et social de la Première Guerre mondiale est à l'échelle de la démesure du conflit : 10 millions de morts, dont 1,4 million pour l'armée française. Le nombre de blessés, difficile à distinguer du nombre de blessures, avoisine les trois millions (entre 2,8 et 3,2 millions). 2 millions d'hommes sont marqués à vie et parmi eux, 280 000 à 300 000 mutilés.

L'approche comptable est toutefois loin d'épuiser la réalité sociale de ces années. La France a certes réussi à éviter une remise en cause profonde de son consensus politique et social, mais la vulnérabilité sociale s'est considérablement accrue. Aux blessés s'ajoutent 680 000 veuves, 760 000 orphelins, 650 000 ascendants ayant perdu leur soutien, et environ 2 millions de réfugiés ; au final, 5 à 6 millions d'individus se trouvent dans l'impossibilité, totale ou partielle, de

subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Cette « précarité » n'est pas nouvelle, mais la guerre a généré un effet d'accélération et d'extension. Dès 1914, la question de la prise en charge de ces populations se pose donc plus intensément et de façon plus complexe.

## Ligne de partage entre capacité et incapacité de travailler

Quels dispositifs et instruments ont été mis en œuvre pour surmonter cette épreuve ? C'est en ce sens que nous interrogeons la Grande Guerre comme laboratoire de l'Etat social, comme une séquence historique marquée par des expérimentations, des innovations en matière de politiques sociales. Il n'est toutefois pas possible d'étudier l'ensemble des actions publiques qui ont pour objet « l'assistance sociale », au risque de produire une histoire « vue d'en haut » et un

travail aux allures d'inventaire à la Prévert. Notre réflexion se resserre donc autour de la question du rapport au travail car [...] les populations qui relèvent d'interventions sociales diffèrent fondamentalement selon qu'elles sont ou non capables de travailler, et elles sont traitées de manières toutes différentes en fonction de ce critère. [...] La question [...] se pose à chaque instant de savoir où passe exactement la ligne de partage entre capacité et incapacité de travailler. Et dans la France positiviste de la Belle Époque, la réponse se veut avant tout « scientifique ». Les populations indigentes deviennent ainsi simultanément cibles de politiques publiques de santé et d'assistance basées sur la prévention et la réparation et objets d'investigation scientifique.

Si les mesures de prévention s'adressent au plus grand nombre, seules deux types

de populations bénéficient du droit à réparation. Ce sont d'abord les soldats devenus inaptes des suites d'une blessure imputable au service, que la loi du 14 avril 1831 dissocie des retraités et vieillards, pour en faire des invalides de guerre réformés avec (ou sans) gratification. Ce sont ensuite les accidentés(ées) du travail à qui la loi du 9 avril 1898 accorde une rente forfaitaire en cas d'accident.

L'association entre invalides de guerre et accidentés(ées) du travail semble n'avoir pourtant jamais été explicitement formulée. Toutefois, l'analogie des dispositifs et procédures de prise en charge, les échanges de savoir-faire entre les différents acteurs impliqués dans la gestion et l'expertise des cas témoignent d'une construction concomitante de ces catégories dans les mondes de l'expertise militaire et civile.

L'histoire de la (re)construction scientifique et administrative de la catégorie « invalides », de sa métamorphose (changements et continuités) au prisme de l'expérience 14-18 et de celle des procédures et dispositifs qui définissent, classent et ordonnent, ces « populations », constitue le cœur de nos recherches. Nous avons en ce sens choisi de travailler dans deux directions.

## L'écart entre discours savants et "raison pratique"

Il convient tout d'abord d'éclairer les processus par lesquels les contemporains ont façonné les cadres scientifiques, juridiques et administratifs au sein desquels l'invalidité fut pensée et construite. On peut par exemple s'interroger sur le sens du glissement conceptuel qui s'opère pendant la guerre quand l'usage de l'échelle de gravité de 1887 (outil visant à évaluer dans l'absolu les blessures des soldats) décline au profit de celui du taux d'incapacité. Utilisé lors de l'expertise médico-légale des accidentés du travail, il s'exprime en pourcentage et mesure, lui, une diminution de la capacité de travail.

On s'intéressera également aux transformations concrètes qui marquent l'histoire des procédures de réforme et de pension. Le dispositif de 1914, héritier de la loi de 1831 et organisé en temps de paix pour une armée d'active, s'avère totalement inefficace. La dissolution du Comité de santé suspend le contrôle des dossiers à l'échelon national et les divergences considérables des décisions prises à l'échelle locale apparaissent

: des invalidités identiques donnent lieu à des propositions de réforme totalement différentes. La création d'un nouvel organe national de contrôle, la Commission Consultative Médicale, puis la refonte complète de la procédure, toutes deux engagées par Justin Godart entre août 1915 et mars 1916, améliorent l'efficacité d'un système qui traite dès lors jusqu'à 10 000 dossiers par mois (fin 1917). Subsiste alors la question du système d'attribution des pensions qu'il faut revoir pour une plus grande égalité de traitement. Le problème, évoqué dès 14, perdure et la loi sur les pensions, soumise à la chambre en 1913, adoptée par le parlement en 1919 ne règle pas le problème.

L'histoire politique éclaire assez bien le rôle joué par le Sénat dans ce décalage, elle ne permet pas en revanche d'interpréter la pérennité des divergences d'appréciation.

Pour apporter des éléments de réponse, il est nécessaire, semble-t-il, d'appréhender les conditions concrètes de l'expertise médico-légale. C'est là l'objet de notre second chantier de recherches : appréhender l'écart entre discours savants et ce que l'on pourrait appeler la « raison pratique » à l'œuvre dans l'exercice du métier d'expert. Cela soulève nombre de questions relatives à l'expertise : qui sont ces experts ? Comment ont-ils été formés ? Quel est l'objet de l'expertise et comment l'évalue-t-on ? Quel est le poids des rapports sociaux de race (pour les coloniaux notamment), de classe (différences entre soldat, sous-officier et officier) et de sexe (pour les munitionnettes) ?

Ces questions nous ont conduits à mobiliser un corpus archivistique aussi riche qu'inédit : les dossiers médicaux des soldats blessés et des travailleurs(euses), civils(es) et militaires, des manufactures d'État. Cette démarche implique la constitution d'une base de données qui permettra d'en exploiter les multiples informations.

À travers la reconstruction des pratiques d'expertise et la reconstitution des itinéraires médicaux et administratifs des blessés(ées), c'est à la fois une histoire sociale des invalides et une socio-histoire de l'État en période de guerre que nous espérons faire émerger.

Sylvain BERTSCHY

**Nota** - Les textes de présentation des recherches sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs, en accord avec le directeur de recherche. Prochaine présentation : *Reconstruire au lendemain du premier conflit mondial sur le Chemin des Dames*, Stéphane Bedhome, doctorat en cours.

## Bourses 14-18 année 2011-2012

Pour l'année universitaire 2011-2012, quatre nouvelles bourses seront mises en jeu : deux destinées à accompagner des mémoires de doctorat, deux à accompagner des mémoires de Master 2.

Dossier de candidature, règlement et date limite d'enregistrement des dossiers en ligne mi-avril 2011 sur le site Internet :

[www.chemindesdames.fr](http://www.chemindesdames.fr)

Ce dispositif de "bourses 14-18" a été créé en 2007 par le Département de l'Aisne -qui en est le financeur- en réponse à une proposition de collaboration formulée par le collectif de chercheurs, CRID 14-18. Il s'inscrit dans le cadre de la politique que mène le Conseil général de l'Aisne pour valoriser le Chemin des Dames. (Voir la *Lettre du Chemin des Dames* n°20 - automne 2010).

## EN BREF

### Cérémonie du souvenir le 9 avril à Arras

Le 9 avril 2011, à 6 h 30 à Arras, aura lieu une cérémonie du souvenir à la carrière de Wellington, dont les galeries servirent de caserne souterraine aux troupes britanniques. Le 9 avril 1917, 24 000 soldats britanniques s'élancèrent de cette carrière à l'assaut des positions allemandes. Cette attaque, qui précédait de quelques jours le déclenchement de l'offensive du Chemin des Dames, devait faire diversion. La carrière de Wellington a été aménagée en Mémorial de la bataille d'Arras.

### Trigny, rectificatif

Une photographie montrant le triage des blessés, en mai 1917 à Trigny (Marne), publiée dans la *Lettre du Chemin des Dames* n°20, en page 2, a été attribuée par erreur à un particulier. Elle fait en réalité partie des fonds photographiques de l'Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD). Toutes nos excuses pour cette erreur.



# “Fusillés pour l'exemple”, réponse à la Libre Pensée

Lors de son congrès national en 2010, la Libre Pensée a interpellé, sous la forme d'une lettre ouverte, les parlementaires français sur la perspective d'une “réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918”. En janvier, Yves Daudigny, sénateur et président du Conseil général de l'Aisne, a répondu à Marc Blondel, président de la fédération nationale de la Libre Pensée et à Nicole Aurigny, présidente de la fédération de l'Aisne de cette association. La *Lettre du Chemin des Dames* publie cette réponse.



Jeudi 23 juillet 2009 à Maizy (Aisne), cérémonie d'inauguration d'une plaque commémorative en souvenir de Casimir Canel, Alphonse Didier et Jean-Louis Lasplacettes, soldats du 18<sup>e</sup> RI, fusillés, le 12 juin 1917, dans cette commune. © D.B./CG 02.

Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,

Par courrier en date du 25 octobre dernier, vous appelez mon attention sur la « Lettre aux parlementaires » relative à la « réhabilitation des fusillés pour l'exemple », adoptée par la Fédération nationale de la Libre Pensée lors de son congrès de juillet 2010.

Votre correspondance rappelle le vœu adopté sur ma proposition le 16 avril 2008 par le Conseil général de l'Aisne. Par cette motion, les élus du département de l'Aisne, unanimes, demandaient à la République française de « reconnaître officiellement les condamnés pour l'exemple comme des soldats de la Grande Guerre à part entière, afin de permettre que leurs noms puissent être légitimement inscrits sur les monuments aux morts ». A la suite de l'Aisne, d'autres départements, vous les citez, prirent une position semblable.

Je partage avec vous le constat que ces appels n'ont à ce jour débouché sur aucune mesure de portée nationale, en dépit de déclarations du Président de la République qui ont paru traduire une certaine ouverture sur la problématique des « condamnés pour l'exemple ».

## Des évolutions provenant du terrain\*

Dans les faits, si des évolutions sur cette question mémorielle se font jour, elles proviennent du terrain. Depuis quelques années, des citoyens, des associations et des collectivités locales ont entrepris de rappeler la mémoire de condamnés. Depuis 2007 se sont ainsi succédés les inaugurations de monuments commémoratifs commu-

naux enrichis du nom d'un enfant du pays fusillé pendant la guerre de 1914-1918 : en juin 2007, cérémonie à Saint-Ybars (Ariège) ; en décembre 2008, à Seilhac (Corrèze) ; en mai 2009, à Aydius (Pyrénées-Atlantiques) ; en novembre 2009, à Saint-Michel de Chaivignes (Sarthe) ; en novembre 2010, à Yvré-L'Évêque (Sarthe). Comme par l'effet d'une sorte de « jurisprudence », les communes ne semblent plus aujourd'hui entravées administrativement quand elles forment le projet d'ajouter le nom d'un condamné à la liste communale des morts pour la France. Il s'est même trouvé des cérémonies où le représentant de l'Etat a pris la parole, il en fut ainsi notamment à Seilhac et Aydius.

Cependant, cette question mémorielle, objet d'initiatives citoyennes plutôt consensuelles au plan local, demeure un sujet de délibération à l'échelle nationale. La persistance du débat sur les « fusillés de la Grande Guerre » et la place qu'il occupe dans notre espace public justifieraient une initiative de portée générale. C'était là le sens du vœu émis par le Conseil général de l'Aisne, le 16 avril 2008.

## La complexité du problème

Mais précisément quelle initiative ? Faut-il une loi visant la réhabilitation générale des « condamnés pour l'exemple » ? Faut-il rouvrir les dossiers individuels et faire du « cas par cas » ?... Ces interrogations – il en est d'autres encore – illustrent la complexité du problème dès lors qu'il s'agit d'envisager une réponse générale.

« Qu'attend-on au juste de la puissance publique ? », se demandait récemment un représentant de la Direction de la mémoire, du

patrimoine et des archives, faisant état de revendications mémorielles « brouillonnes », prenant corps sur une « instabilité, une insécurité du vocabulaire »<sup>1</sup>. Un exemple précis de cette dernière difficulté nous est fourni avec la notion de « fusillé pour l'exemple ». Il est bien difficile de donner à cette dernière une définition objective dans la mesure où elle ne saurait exister en droit, ce qui est heureux ! L'historien André Loez estime que les exécutions par suite d'une décision de la justice militaire au cours de la Grande Guerre recouvrent quatre situations différentes<sup>2</sup> parmi lesquelles on peut situer les « fusillés pour l'exemple ». Il évoque tout d'abord le cas des exécutés à la suite d'une décision manifestement absurde. Ce sont pour la plupart ceux qui ont été réhabilités dans l'entre-deux-guerres. Il mentionne ensuite les fusillés pour délit/crime de droit commun. En troisième lieu, il cite ceux qu'il appelle « les refus de guerre » parce qu'ils articulent une pensée contre la guerre. Ces derniers seraient 50 à 60 sur un total de plus de 600 fusillés. Enfin, l'historien signale les exécutés pour un délit militaire (refus d'obéissance, abandon de poste...) au sens que cela revêtait à l'époque.

## “Une demande de vérité qui dépasse le cas des seuls condamnés fusillés”

Dans une prise de position publiée le 25 janvier 2010, plusieurs historiens et responsables associatifs<sup>3</sup> ont fait valoir qu'une « demande de vérité et de justice dépasse largement le cas des seuls condamnés fusillés ». A leurs yeux, la réflexion devrait également porter sur les cas possibles de soldats victimes d'exécution sans jugement et sur ceux ayant fait l'objet d'une déportation administrative en mai et juin 1917.

Quelle réponse de portée générale conviendrait-il donc d'apporter à une revendication mémorielle dont le champ - on le voit - doit être élargi à des situations et épisodes encore assez mal documentés ?

La réponse se heurterait inmanquablement à des difficultés importantes dans le champ juridique si la revendication devait porter

sur la réhabilitation des « condamnés pour l'exemple ». Au sens juridique, une réhabilitation impliquerait le rétablissement dans la situation de droit qui prévalait avant la condamnation, considérant cette dernière comme nulle, et après avoir refait le procès ! Personne n'imagine sérieusement rouvrir les procès sans leurs acteurs : prévenu, témoins, juges, familles... Dans un cadre de justice, la seule mesure collective envisageable serait une mesure de grâce, mais la grâce n'efface pas la condamnation, elle ne fait que dispenser le condamné de l'exécution de la peine. Transposée au XXI<sup>e</sup> siècle, outre le caractère d'absurdité de ses effets, celle-ci ne répondrait pas à la demande de justice, ont relevé à juste raison, me semble-t-il, les signataires de l'appel du 25 janvier 2010.

Ces éléments montrent qu'élaborer une proposition nationale qui satisfasse la juste demande de reconnaissance et de vérité s'attachant aux cas des « condamnés pour l'exemple » de la Grande Guerre et, par delà, à ceux des soldats qui auraient été exécutés sans jugement – exécutions sommaires – et aux victimes de déportation administrative, sera nécessairement une entreprise complexe.

Pour être un partisan résolu d'une réponse officielle à cette revendication, dans le droit fil du vœu adopté par le département de l'Aisne le 16 avril 2008, je suis également convaincu qu'il faut considérer et assumer pleinement cette complexité.

## Historiens, juristes, représentants d'associations et service historique de la Défense

Dans leur prise de position de janvier 2010, André Bach, Claude Penneret, Jean-Pierre Dubois, Gilles Manceron et Michel Tubiana suggèrent que, dans la perspective prochaine du centenaire de la Grande Guerre, une commission constituée « d'historiens, de juristes, de représentants d'associations et du Service historique de la Défense » soit instituée, qui aurait pour mission de tenter d'établir les faits au cas par cas. Ayant en effet rappelé qu'on ne saurait

## Le caporal Lefèvre inscrit sur le monument aux morts de Morfontaine

Le conseil municipal de Morfontaine (Meurthe-et-Moselle) a adopté la délibération suivante, le 28 janvier 2011 : *“Suite à la demande de la famille du Caporal Lefèvre et après avis favorable de la section des ACPG de Villers la Montagne-Morfontaine, ainsi que du Général André BACH, le Conseil Municipal a accepté de faire figurer le nom du Caporal Gaston Lefèvre sur le monument aux morts et de prendre à sa charge les frais de gravure.”*

Photo page suivante.



Aydius (Pyrénées-Atlantiques), 2009. L'emplacement de la maison où vivait avant-guerre Jean-Louis Lasplacettes, cultivateur. © D.B./CG 02.

## Le Nord demande la réhabilitation des fusillés

Le Conseil général du Nord a adopté, début 2011, une motion par laquelle *“[il] demande au gouvernement et aux autorités françaises de reconnaître les soldats condamnés pour l'exemple comme des soldats de la Grande Guerre à part entière [...] considérant la nécessité d'un apaisement de la mémoire et d'une générosité de la République vis-à-vis de ces hommes”*. L'assemblée départementale du Nord invite l'Etat à faire droit à “l'appel des associations humanistes, laïques et pacifistes”. Le texte voté fait notamment référence au discours de Lionel Jospin, alors Premier ministre, à Craonne, le 5 novembre 1998.

1. Joseph Zimet lors de la table ronde sur le thème des « Fusillés de la Grande Guerre, Rendez-vous de l'histoire de Blois, 16 octobre 2010.  
2. Précision donnée lors de la table ronde précédemment citée.  
3. Le général André Bach, ancien chef du Service historique de l'Armée de Terre, l'historien Claude Penneret, Jean-Pierre Dubois, Gilles Manceron et Michel Tubiana, respectivement président, vice-président et président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme : « Comment réhabiliter les fusillés pour l'exemple de 14-18 ? » [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr), 25 janvier 2010.





Le soldat Léonard Leymarie, 305<sup>e</sup> RI, originaire de Seilhac (Corrèze), 34 ans, fusillé à Fontenoy (Aisne), le 12 décembre 1914. D.R.



Jean Blanchard, un des "six de Vingré", fusillé le 4 décembre 1914, 35 ans. D.R.



Le C<sup>ie</sup> Gaston Lefèvre, engagé à 17 ans, exécuté le 16 juin 1917, à l'âge de 20 ans. Inhumé à Ambleny. D.R.



2<sup>e</sup> classe J.-L. Lasplacettes, 18<sup>e</sup> RI, 30 ans, fusillé à Maizy, le 12 juin 1917. D.R.

« porter de jugement rétrospectif sur les hommes ni sur les institutions du passé qui appartiennent à un moment de notre histoire », les auteurs de cet appel soulignent que « la réhabilitation de tous ces hommes, qu'elle implique de lever une condamnation judiciaire ou qu'elle consiste à dire la vérité sur la mort de ces soldats non « morts pour la France » qui n'ont pas été jugés, ne peut que prendre la forme d'un travail sur des cas individuels ». Ayant examiné « les cas soumis par des familles, des associations ou que des travaux de recherche auraient révélés », cette commission « pourrait, sans aucun jugement sur les acteurs de l'époque, proposer à la Cour de cassation de prononcer l'annulation sans renvoi des condamnations judiciaires » lui étant apparues « comme éminemment contestables eu égard aux faits rassemblés ».

Un tel travail serait long, il se révélerait, probablement, parfois infructueux faute d'informations permettant d'établir des faits précis, **mais il traduirait la volonté générale d'assumer pleinement cette question mémorielle et de la traiter, sans biaiser, dans toute sa complexité, en demeurant fidèle à une obligation de moyens dans**

**son rapport à la vérité à laquelle doit s'attacher notre démocratie.**

Une telle démarche, opposable en son principe à la contestation, me paraît la mieux à même de répondre à la juste revendication de reconnaissance et de vérité s'attachant aux cas des « condamnés pour l'exemple » de la Grande Guerre et par-delà à ceux des soldats qui auraient été exécutés sans jugement et aux victimes de déportation administrative.

En tant que parlementaire, j'y souscris pleinement.

Yves DAUDIGNY  
Président du Conseil général  
Sénateur de l'Aisne



Cérémonie officielle, le 17 mai 2009 à Aydius (Pyrénées-Atlantiques) : le nom du soldat Lasplacettes a été ajouté à la liste de ceux qui figurent sur le monument aux morts de la commune.  
© D.B./CG 02.



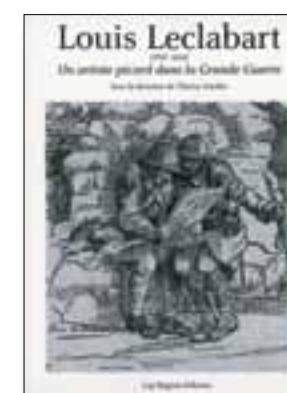
OFFENSTADT Nicolas, **14-18 aujourd'hui, la Grande Guerre dans la France contemporaine**, Paris, Odile Jacob, 2010, 200 p.

L'auteur le dit dès l'entrée : « la Grande Guerre en France aujourd'hui est bien plus que de l'histoire. » Pourquoi ce retour actuel à 14-18, sous différentes formes analysées par l'auteur : généalogique, locale, militante ?

L'historien, attentif aux usages contemporains du passé, étudie notamment l'action des associations locales et des institutions qui, si elles se donnent pour but de sauvegarder le passé, « *construisent en réalité beaucoup de présent* » : apposition de plaques, construction de nouveaux monuments ou de mémoriaux. 1914-1918 fonctionne comme un réservoir d'icônes qui nous interpellent et les nombreux ouvrages édités ces dernières années constituent des « *monuments de papier* » destinés à mieux rendre hommage à des soldats progressivement devenus victimes et figures utilisées par le politique.

Il montre encore comment la thématique 14-18 circule sur des supports très divers (romans, BD, cinéma, musique...), pointe la récente promotion du Chemin des Dames dans ce qu'il faut appeler un tournant mémoriel qui a fait passer du registre de l'héroïsme à celui de la résistance à la guerre ou de l'absurdité de la guerre. Dans ce nouveau régime mémoriel, l'histoire des historiens passe souvent au second plan derrière une « *histoire à soi* » que chaque individu passionné par la période ou marqué par son histoire familiale se forge.

On peut dès lors s'interroger sur ce que sera le centenaire de la Première Guerre mondiale. L'auteur promet, au niveau européen, de nouvelles perspectives.



HARDIER Thierry (dir.), **Louis Leclabart (1876-1929), un artiste picard dans la Grande Guerre**, Cap régions éditions, 2010, 163 p.

En parallèle à la belle exposition présentée au musée de Noyon, a été édité un ouvrage qui rend justice au talent de l'artiste Louis Leclabart, sculpteur formé aux Beaux-Arts d'Amiens. Sa réalisation a suivi un mode particulier puisque ce sont des élèves de troisième et de sixième du collège Paul Eluard de Noyon où enseigne Thierry Hardier qui ont participé aux recherches sur la formation de l'artiste, son parcours de combattant au 12<sup>e</sup> régiment d'infanterie territoriale puis comme dessinateur à l'escadrille S.A.L. 1, et la vision de la guerre qu'il transmet dans ses œuvres. Ce patient travail aboutit à un paradoxe : on connaît mieux les œuvres de Louis Leclabart réalisées alors qu'il était soldat que celles créées avant guerre lorsqu'il exerçait son métier. L'ouvrage fait alterner des textes clairs et bien écrits sur le parcours de Leclabart et de très belles reproductions de nombreux documents qui rendent sensible l'œuvre d'un sculpteur à découvrir.

#### A NOTER

- Une initiative originale, **Le gang des monuments**, texte de Marie Llosa, dessins des élèves de l'école municipale de dessin de Montauban, avec le concours du musée de la Résistance et de la Déportation. L'historienne Marie Llosa a écrit ce court texte destiné aux enfants dès 8 ans. Elle y met en scène le dernier poilu vivant qui, par un étrange sort, rejoint ses camarades du front sortis du monument aux morts de la commune et trouve le moyen de rappeler aux descendants de ces soldats le sens de ces monuments de pierre. Un récit enlevé, servi par des dessins colorés. Publication gratuite, à demander à la mairie de Montauban, partenaire de l'opération : **www.montauban.com**



- Le Service départemental des anciens exploitants de l'Aisne publie un ouvrage, réalisé par les agriculteurs retraités, intitulé **A la croisée des chemins - recensement des monuments aux morts de l'Aisne**. 400 pages illustrées, accompagnées de textes et de documents divers, montrent le riche patrimoine des monuments aux morts, classés par cantons et communes. Tirage : 2 000 exemplaires. Prix de vente : 22 euros (+ 6 euros si envoi). Achat auprès du SDAE, Chambre d'agriculture de l'Aisne.



**Les carnets d'Eugénie Deruelle, une civile en zone occupée durant la Grande Guerre**, (transcription, présentation et annotations de Guillaume Giguët avec le concours de Marie-France Mulet-Lesage et de Denis Rolland), Amiens, éd. Encre, 2010, 654 p.

Dix-neuf seulement des 32 carnets d'Eugénie Deruelle, écrits au jour le jour pendant la guerre de 1914-1918 à Sains-Richaumont en Thiérache, ont été conservés après son décès en 1927. Un tiers d'entre eux ont malheureusement disparu. Ce sont ces 19 carnets qui ont été patiemment retranscrits et commentés. Eugénie Deruelle, 61 ans, vit seule avec sa servante Jeanne et tient un journal intime qui constitue une source de première main sur l'occupation allemande et l'expérience des otages déportés en Allemagne. Elle raconte ainsi, le 13 janvier 1918, sur le trajet vers le camp d'Holzminden où elle est emmenée comme otage : « *Il neige, on étouffe dans le wagon trop chauffé. Triste dimanche ! Que ceux de ces trois ans et demi écoulés étaient beaux en comparaison ! (...)* » A lire absolument.





# Comme un arbre dans la guerre

En cet automne 1914, le 4<sup>e</sup> RTA creuse dans le secteur de l’orme du plateau de Paissy. La guerre s’enterre, les tirailleurs travailleurs manient la pelle et la pioche sous la canonnade allemande. A quelques encablures au Sud de la ligne de front qui épouse le Chemin des Dames, l’arbre remarquable est témoin du passage de la guerre de mouvement à la guerre de position. Jusqu’à Noël...



JMO 4<sup>e</sup> RTA, entre p. 33 et 34. SGA/DMPA/Mémoire des hommes.

C’est un arbre majestueux au pied duquel sont disposés des branchages coupés. Il devance une ligne sur laquelle se découvrent, à droite une botte de paille et une série de trois piquets ; à gauche deux arbustes au feuillage dense. Loin derrière, les silhouettes d’une ferme et d’une tour se détachent sur l’horizon. Sur la même page, en haut à gauche, l’auteur du dessin a figuré en plan rapproché dans un cercle, le clocher d’une église. Difficile d’imaginer la guerre dans ce crayonné méticuleux intitulé : « *Paissy. Le Clocher. L’arbre de Paissy* ». Pourtant, ce qui semble être à première vue un paysage de campagne paisible surgit au beau milieu du Journal des Marches et Opérations (JMO) du 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens<sup>1</sup>, année 1914. Le dessin démarque les événements des 25 et 26-27 octobre. Dans les feuilles suivantes, un croquis montre l’avancement des travaux de tranchées de 1<sup>ère</sup> ligne réalisés par le 4<sup>e</sup> tirailleurs, dont la position la plus en pointe

déborde le Chemin des Dames à l’Ouest du poteau d’Ailles. On ne trouve rien de bucolique dans les pages qui précèdent, comme dans celles qui viennent après cette illustration. Il n’y est question en effet que de boyaux, de sapes, d’organisation de positions, de canonnades et d’offensive avec leur cortège de morts et de blessés.

Depuis quelques semaines, le 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens creuse de nouvelles tranchées avec pour objectif de progresser en direction du Chemin des Dames. Fin octobre, il « *commence à recouvrir les cheminements pour les mettre à l’abri des éclats d’obus* ». Pendant ce temps, dès qu’elle repère un mouvement adverse, « *l’artillerie ennemie arrose avec des obus percutants les tranchées de 1<sup>ère</sup> ligne, les abris de 2<sup>e</sup> ligne, le village de Paissy*. » Le 26 octobre, « *trois travailleurs sont tués et quatre blessés par des obus de gros calibre tombés dans les tranchées. Six travailleurs sont blessés par des schrapnells. Tous ces tirailleurs appartiennent à la 21<sup>e</sup> compagnie*. » Illustration de cette forme de confrontation, deux semaines plus tôt, le 10 octobre : « *vers 21 heures, une vive fusillade accompagnée de canonnade et d’obus éclairants éclate sur le front. L’attaque allemande est sans doute due au bruit produit par les pelles et les pioches remuant la terre pour l’exécution de nouvelles tranchées* ». A la fin du mois d’octobre, la page « *Paissy. Le Clocher. L’arbre de Paissy* » est à peine tournée, que le JMO signale laconiquement qu’après une nouvelle « *canonnade [qui] ne cesse pas (...)* L’église est presque détruite. »

Il subsiste donc de l’édifice un dessin au crayon. L’arbre, quant à lui, survit à cette période de front relativement actif au cours de laquelle le commandement français paraît hésiter sur la stratégie à adopter pour desserrer l’étau allemand : creuser, grignoter du terrain ou bien attaquer à découvert à une plus large échelle. Les lignes allemandes sont à 200 mètres. Maîtres de la position d’Hurtebise, les Allemands tiennent le Chemin des Dames en enfilade. Si le 7 octobre, la 38<sup>e</sup> division reçoit instruction de pousser plus avant les tranchées de 1<sup>ère</sup> ligne afin de gagner 100 à 150 mètres, quelques jours plus tard, le 11 octobre, un ordre d’opération tombe pour le 18<sup>e</sup> corps d’armée : offensive le lendemain avec pour objectif d’atteindre et tenir la lisière Nord du plateau, depuis l’Est de Cerny-en-Laonnois jusqu’à la pointe Nord de l’éperon de Craonne.

L’attaque échoue : « *Des fractions du 8<sup>e</sup> tirailleurs se maintiennent difficilement sur le Chemin des Dames qu’elles ne peuvent dépasser dans le prolongement de la tranchée anglaise. Elles y sont soumises à un feu intense (...)* venant d’Hurtebise qui les prend en enfilade. Elles se terrent derrière des abris creusés à la hâte ; se retirent dans les tranchées anglaises ou dans nos abris quand le feu ennemi devient très violent pour revenir ensuite en avant. » Le 13 octobre, le JMO évoque une situation « *stationnaire* » caractérisée par le feu continu de l’artillerie allemande des premières lignes jusqu’à l’Aisne : « *Le plateau de l’arbre de Paissy est particulièrement arrosé. Un obus percutant tombe dans la tranchée de 3<sup>e</sup> ligne à hauteur et à l’Ouest de la ferme*

de la Tour de Paissy (...) Il fait 9 victimes : 4 tués et 5 blessés tous indigènes sauf le lieutenant Musy blessé très légèrement. Le 1<sup>er</sup> bataillon a également un blessé par éclat d’obus dans la tranchée à hauteur de l’arbre de Paissy ». Ce même 13 octobre, l’échec est signalé en des termes diplomatiques dans le JMO, le régiment d’attaque est relevé, à charge pour le 4<sup>e</sup> tirailleurs de poursuivre à la pelle et à la pioche: « *l’attaque projetée par le commandement ne pouvant progresser davantage (...) il est décidé (...) de retirer le 8<sup>e</sup> tirailleurs, seules les troupes du secteur Ouest continueront le travail commencé aux tranchées*. » A son tour, le 16 octobre, le 4<sup>e</sup> RTA est relevé. Il repasse l’Aisne et se fixe quelques jours à Serval où il échappe aux obus : « *le régiment se repose dans des cantonnements où il semble hors de portée, même des obus d’artillerie lourde. C’est un soulagement pour tous*. »

Utilisé par le 4<sup>e</sup> tirailleurs comme poste d’observation, notamment lors de l’attaque du 12 octobre, l’arbre de Paissy rend également des services aux artilleurs adverses. Comme les marins se positionnent en pointant à terre les monuments et reliefs visibles de loin, les canonniers allemands se repèrent sur le grand orme pour régler leur tir. C’est la raison pour laquelle, fin 1914, le bel arbre est condamné à être abattu par un ordre émanant de la division. Le 25 décembre à 24 heures (JMO du 218<sup>e</sup> RI) a lieu une première tentative. Mais l’arbre reste debout. Le 28 décembre, alors qu’en fin d’après-midi le général Bertin commandant la 36<sup>e</sup> DI visite une position du 218<sup>e</sup> RI qui tient le secteur de Paissy, l’orme tombe. Il est 21 h 45, le Génie l’a abattu « *au moyen de pétards à la mélinite*. » Il ne passe pas le cap de l’année 1914.

Damien BECQUART

Sources : JMO 4<sup>e</sup> RTA et 218<sup>e</sup> RI.  
Avec les concours de Caroline Choain et Karine de Backer.



Carte extraite du JMO du 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs. SGA/DMPA/Mémoire des hommes.



L’arbre de Paissy avant-guerre. Coll. J.-F. Viel.

L’instituteur qui rédige la monographie communale de Paissy<sup>1</sup> consacre un large paragraphe à un « *arbre célèbre ; original*. » Il s’agit d’un orme alors appelé « *arbre de Cuville* » : « *Il existe dans cette commune, à l’angle de la route N°49 de Laon à Cormicy et du chemin qui conduit par la traverse à Hurtebise, un arbre très ancien appelé vulgairement « l’arbre de Cuville ». C’est un orme dont l’origine est inconnue. Par sa situation à l’une des extrémités du lieudit « le Champ de la Ville » et par son appellation qu’on pourrait traduire cul-ville ou ville reculée, cet arbre semblerait marquer le centre d’une bourgade annexe de Paissy et viendrait ainsi prouver une fois de plus que dans cet endroit il a dû exister des habitations dont les fondations ont disparu depuis longtemps. Il y a quelque dix ans, on a retrouvé en cet endroit les fondations d’un vieux puits qui jusqu’alors était resté caché : l’effondrement de la partie supérieure l’a fait découvrir.* »

Gabriel Hanotaux<sup>2</sup> évoque l’arbre de Paissy, qu’il rattache, comme on le fait alors fréquemment pour le Chemin des Dames, aux légendes de la gloire napoléonienne : (...) « *au point culminant, un vieil orme, un « Sully » surveille le plateau ; On dit que l’Empereur, quittant le moulin de Craonne, à l’heure où les armées ennemies battaient en retraite s’avança jusqu’à « l’arbre de Paissy* ». Dans son évocation des événements du 16 avril 1917, Nobécourt<sup>3</sup> cite l’arbre de Paissy alors réduit, comme d’autres arbres connus, à un point sur la carte : « *Qu’a donc vu, qu’a donc fait le zouave Julien Marchal, quand son régiment eut reçu l’ordre de marcher sur Chamouille, en prenant pour point de direction « le tilleul de Courtecon » ? Comme l’épine de Chevrengy, l’arbre de Paissy et « l’arbre en boule » de n’importe où, ce tilleul n’était plus qu’un point sur la carte : il suffisait d’avoir une carte pour aller cueillir sa tisane. D’ailleurs ce n’était pas de tisane qu’il s’agissait ce matin-là.* »

1. *Monographie communale de Paissy*, 1888, par l’ex-instituteur de Paissy, instituteur à Ceuilly. Archives départementales de l’Aisne, avec le concours de Valentine Leignel.  
2. Gabriel Hanotaux, *L’Aisne pendant la Grande Guerre*, page 50, cité par dictionnairedecheminisdames.blogspot.com  
3. R.-G. Nobécourt, *Les fantassins du Chemin des Dames*, éd. Bertout, Lunecray, 1983, p. 163-164.

1. Le 26 septembre 1914, le 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens se porte dans les tranchées en avant de Paissy, où il relève le 8<sup>e</sup> RTA. A la tête du régiment, le commandant Métois installe son poste à Paissy.



## Caverne du Dragon/ Musée du Chemin des Dames

**Exposition :** « Chemins de civils en guerre », à partir du 16 avril.

**La nuit des musées :** samedi 14 mai.

**Visites thématiques  
sur le Chemin des Dames :**  
(au départ de la Caverne du Dragon)

- **Cerny en Laonnois, histoire d'un village,** 23 avril matin.

- **Les troupes sénégalaises dans l'attaque française,** 23 avril après-midi (limité à 20 personnes, pour bons marcheurs).

- **Fort de La Malmaison,** 24 avril.

- **Après la guerre, reconstruire le Chemin des Dames,** 21 mai matin.

- **Les cimetières du Chemin des Dames,** 21 mai après-midi.

- **Fort de La Malmaison,** 22 mai.

- **Le Chemin des Dames insolite,** 18 juin matin (limité à 20 personnes, pour bons marcheurs).

- **Quelques fermes du Chemin des Dames,** 18 juin après-midi, par Guy Marival.

- **Fort de La Malmaison,** 26 juin.

**Visite de la Caverne du Dragon.** En visite guidée exclusivement (1h30), 30 min entre les départs. Avril, mai, juin et septembre : de 10 à 18 h ou 19 h. Ouvert les jours fériés. Rens : Caverne du Dragon, Musée du Chemin des Dames - RD18 - 02160 Oulches la Vallée Foulon - Tél : 03 23 25 14 18.

[www.caverne-du-dragon.fr](http://www.caverne-du-dragon.fr)

- **Le vieux Craonne,** 2 juillet matin par Noël Genteur.

- **Guerre et après-guerre... à Vassogne,** 2 juillet après-midi.

- **L'affaire du 18<sup>e</sup> RI,** 27 août matin.

- **Le Chemin du facteur, de Craonne à Vauclair,** 27 août après-midi.

- **Fort de La Malmaison,** 28 août.

- **Les Britanniques au Chemin des Dames,** 24 septembre matin.

- **Secourir les blessés,** 24 septembre après-midi.

- **Fort de La Malmaison,** 25 septembre.

- **Deux forts Séré de Rivières et leur histoire : La Malmaison, le Fort de Condé,** 15 octobre matin et après-midi. Repas tiré du sac. (Sous réserve).

- **Fort de La Malmaison,** 23 octobre.

- **Cerny en Laonnois : histoire d'un village,** 11 novembre matin.

- **Une chapelle au Chemin des Dames : la chapelle Sainte-Berthe,** 11 novembre après-midi.

- **Fort de La Malmaison,** 27 novembre.

## Abbaye de Vauclair

Par l'Association des Amis de Vauclair.

### Expositions :

- Regard sur Vauclair, photographies, 5, 6 et 12, 13 mars.

- La céramique de Vauclair, 19, 20 mars.

- Quarante ans de reliure, 2, 3 et 9, 10 avril.

- Les plantes aromatiques, les 7, 8 et 14, 15 mai.

- La flore de Savoie les 21, 22 mai et 28, 29 mai.

- Fête de la musique le 18 juin (organisation CCCD)

- Rencontre d'associations locales (CCCD et de la Champagne Picarde), 25, 26 juin.

Exposition permanente : le week-end de 14 h à 18 h 30. Visite guidée sur RDV.

Rens. : 03 23 22 43 02.

## Fort de Condé

**Peintures et sculptures :** Denis Poupeville et Agnès Baillon, 16 mai-4 septembre.

**Spartacus** par la Compagnie Théâtre de la Licorne, les 25 et 26 juin à 21 h.

**Fort en fête,** le 2 juillet de 17 h à minuit.

Ouverture du Fort à partir du 15 avril, de 9h30 à 12 h et de 13h30 à 17h30, jusqu'à 18h30 en juin, juillet et août. Visites guidées.

Rens. : 03 23 54 40 00.

[www.fortdeconde02@orange.fr](mailto:www.fortdeconde02@orange.fr)

La revue du Chemin des Dames est éditée par le Conseil général de l'Aisne / n° 21 / printemps 2011

Directeurs de la publication :

Yves Daudigny, Philippe Mignot.

Rédacteur en chef : Damien Becquart.

Comité de rédaction : Damien Becquart, Anne Bellouin, Caroline Choain, Yves Fohlen, Valentine Leignel, Aude Rœlly.

Assistante : Karine de Backer.

Conception graphique : Christian Jomard.

Mise en page : Damien Becquart avec Christian Jomard.

Contributions : Vincent Viet, Sylvain Bertschy /

Remerciements particuliers : Famille Bilange, Jean-François Viel, Olivier Maigrat, Paul Kendall, Caroline Apostolopoulos.

Renseignements :

mission Chemin des Dames/Familistère de

Guise [missionchemindesdames@cg02.fr](mailto:missionchemindesdames@cg02.fr)

Imprimerie : Suin / Tirage 7 000 ex.

**Prochaine édition (juin 2011)**

## Coin photo



La Malmaison, mars. F.-X. Dessirier/CG02